



**INFORMATIONS SUR LA COMPOSITION
ET LES ACTIVITÉS DU SÉNAT**

Année 2000

SOMMAIRE

Pages

AVERTISSEMENT	3
ABRÉVIATIONS.....	4
I. - SESSIONS.....	5
II. - COMPOSITION DU SENAT.....	6
A. LISTE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DE MMES ET MM. LES SÉNATEURS AU 31 DÉCEMBRE 2000.....	6
B. LISTE PAR CIRCONSCRIPTION DE MMES ET MM. LES SÉNATEURS AU 31 DÉCEMBRE 2000.....	12
C. - RENOUVELLEMENT TRIENNAL PAR TIERS DU SÉNAT	23
D. CONTESTATION D'UNE OPÉRATION ÉLECTORALE	24
E. SÉNATEURS DÉCÉDÉS	24
F. ANCIENS SÉNATEURS DÉCÉDÉS	25
III. BUREAU DU SENAT.....	26
IV. GROUPES POLITIQUES.....	27
A - GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN ET CITOYEN (CRC).....	27
B - GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (RDSE)	27
C - GROUPE DE L'UNION CENTRISTE (UC)	28
D - GROUPE DES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS (RI)	29
E - GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE (RPR).....	30
F - GROUPE SOCIALISTE (S).....	32
G - RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT	33
SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (NI).....	33
V. COMMISSIONS	34
A. - COMMISSIONS PERMANENTES.....	34
1. <i>Commission des affaires culturelles</i>	34
2. <i>Commission des affaires économiques et du Plan</i>	35
3. <i>Commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées</i>	36
4. <i>Commission des affaires sociales</i>	37
5. <i>Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation</i>	38
6. <i>Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale</i>	39
B. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES	40
C. COMMISSIONS D'ENQUÊTE	43

VI. LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES)	44
VII. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	47
A. DÉLÉGATION DU SÉNAT POUR L'UNION EUROPÉENNE	47
B. DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE POUR LES PROBLÈMES DÉMOGRAPHIQUES	47
C. - DÉLÉGATION DU SÉNAT POUR LA PLANIFICATION	48
D. DÉLÉGATION DU SÉNAT À L'AMÉNAGEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	48
E. DÉLÉGATION DU SÉNAT AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES	49
F. OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES	49
G. OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DE LA LÉGISLATION	50
H. OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	50
VIII. HAUTE COUR DE JUSTICE ET COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE	52
A. HAUTE COUR DE JUSTICE	52
B. COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE	52
IX. COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES	53
X. DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE (OSCE)	53
XI. DÉLÉGATION DU SÉNAT À L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD	53
XII. DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ET À L'ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (UEO)	55
XIII. SECTION FRANÇAISE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)	55
XIV. MISSIONS D'INFORMATION	57
XV. ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES	59
XVI. GOUVERNEMENT	66
XVII. TEXTES	70
A. INSCRITS À L'ORDRE DU JOUR DU SÉNAT EN 2000	70
B. TEXTES DÉPOSÉS EN 2000, MAIS NON INSCRITS À L'ORDRE DU JOUR DU SÉNAT	76
C. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTIONS EUROPÉENNES DEVENUES RÉSOLUTIONS DU SÉNAT EN 2000	84
XVIII. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	85
XIX. PÉTITIONS	87

AVERTISSEMENT

Les listes qui figurent dans le document suivant sont établies au 31 décembre 2000.

Pour retrouver ces informations au 1^{er} janvier 2000, se reporter au document « Informations parlementaires annuelles 1999 », établi par la Division des Archives.

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRC	Groupe Communiste Républicain et Citoyen
RDSE	Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen
RI	Groupe des Républicains et Indépendants
RPR.....	Groupe du Rassemblement pour la République
SOC.....	Groupe Socialiste
UC.....	Groupe de l'Union Centriste
NI.....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe
- A.....	Apparenté à un groupe politique
- R.....	Rattaché administrativement à un groupe politique

Commissions :

AFCL	Commission des affaires culturelles
ECON.....	Commission des affaires économiques et du Plan
ETRD	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées
SOCI	Commission des affaires sociales
FINC	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

NOTA :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « JO Débats » renvoient à celles du Journal officiel, Débats parlementaires, Sénat ;
- les dates précédées de la mention « JO Lois et décrets » renvoient à ce Journal officiel.

I. - SESSIONS

Session ordinaire de 1999-2000 : clôture le 30 juin 2000 (*JO Lois et décrets du 1^{er} juillet 2000*).

Session ordinaire de 2000-2001 : ouverture le 2 octobre 2000 (*JO Débats du 2 octobre 2000*).

II. - COMPOSITION DU SENAT

A. *LISTE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DE MMES ET MM. LES SÉNATEURS AU 31 DÉCEMBRE 2000*

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDSE - AFCL.
 Nicolas ABOUT, Yvelines - RI-A - LOIS.
 Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
 Guy ALLOUCHE, Nord - SOC - LOIS.
 Louis ALTHAPÉ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ECON.
 Jean-Paul AMOUDRY, Haute-Savoie - UC - LOIS.
 Pierre ANDRÉ, Aisne - RPR - ECON.
 Bernard ANGELS, Val-d'Oise - SOC - FINC.
 Philippe ARNAUD, Charente - UC - ECON.
 Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - AFCL.
 Henri d'ATTILIO, Bouches-du-Rhône - SOC - SOCI.
 Bertrand AUBAN, Haute-Garonne - SOC - ETRD.
 François AUTAIN, Loire-Atlantique - SOC - SOCI.
 Jean-Yves AUTEXIER, Paris - CRC - SOCI.

B

Robert BADINTER, Hauts-de-Seine - SOC - LOIS.
 Denis BADRÉ, Hauts-de-Seine - UC - FINC.
 José BALARELLO, Alpes-Maritimes - RI - LOIS.
 René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
 Janine BARDOU, Lozère - RI - ECON.
 Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
 Jacques BAUDOT, Meurthe-et-Moselle - UC - FINC.
 Jean-Michel BAYLET, Tarn-et-Garonne - RDSE - ETRD.
 Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - CRC - FINC.
 Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - CRC - ETRD.
 Michel BÉCOT, Deux-Sèvres - UC - ECON.
 Jean-Pierre BEL, Ariège - SOC - LOIS.
 Jacques BELLANGER, Yvelines - SOC - ECON.
 Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
 Georges BERCHET, Haute-Marne - RDSE - ECON.
 Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - SOC - FINC.
 Jean BERNADAUX, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
 Jean BERNARD, Marne - RPR - ETRD.
 Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
 Roger BESSE, Cantal - RPR - FINC.
 Jean BESSON, Drôme - SOC - ECON.
 Pierre BIARNÈS, Français établis hors de France - SOC - ETR
 Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - CRC - ETRD.
 Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDSE - SOCI.
 Jean BIZET, Manche - RPR - ECON.
 Paul BLANC, Pyrénées-Orientales - RPR - SOCI.
 Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
 Annick BOCANDÉ, Seine-Maritime - UC - SOCI.
 André BOHL, Moselle - UC - AFCL.
 Christian BONNET, Morbihan - RI - LOIS.

Marcel BONY, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.
 James BORDAS, Indre-et-Loire - RI - AFCL.
 Didier BOROTRA, Pyrénées-Atlantiques - UC - ETRD.
 Nicole BORVO, Paris - CRC - LOIS.
 Joël BOURDIN, Eure - RI - FINC.
 André BOYER, Lot - RDSE - ETRD.
 Jean BOYER, Isère - RI - ECON.
 Louis BOYER, Loiret - RI - SOCI.
 Yolande BOYER, Finistère - SOC - ECON.
 Jean-Guy BRANGER, Charente-Maritime - UC - ETRD.
 Gérard BRAUN, Vosges - RPR-A - FINC.
 Dominique BRAYE, Yvelines - RPR-A - ECON.
 Robert BRET, Bouches-du-Rhône - CRC - LOIS.
 Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - ETRD
 Louis de BROISSIA, Côte-d'Or - RPR - AFCL.

C

Guy-Pierre CABANEL, Isère - RDSE - LOIS.
 Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
 Robert CALMÉJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ETRD.
 Claire-Lise CAMPION, Essonne - SOC - SOCI.
 Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI
 Jean-Claude CARLE, Haute-Savoie - RI - AFCL.
 Jean-Louis CARRÈRE, Landes - SOC - AFCL.
 Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
 Bernard CAZEAU, Dordogne - SOC - SOCI.
 Charles CECCALDI-RAYNAUD, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
 Monique CERISIER-ben GUIGA, Français établis hors de France - SOC - ETRD
 Gérard CÉSAR, Gironde - RPR - ECON.
 Gilbert CHABROUX, Rhône - SOC - SOCI.
 Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - SOC - FINC.
 Marcel CHARMANT, Nièvre - SOC - LOIS.
 Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
 Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
 Marcel-Pierre CLÉACH, Sarthe - RI-R - ECON.
 Jean CLOUET, Val-de-Marne - RI - FINC.
 Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDSE - FINC.
 Gérard COLLOMB, Rhône - SOC - AFCL.
 Gérard CORNU, Eure-et-Loir - RPR - ECON.
 Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - RI - ETRD.
 Raymond COURRIÈRE, Aude - SOC - LOIS.
 Roland COURTEAU, Aude - SOC - ECON.
 Jean-Patrick COURTOIS, Saône-et-Loire - RPR - LOIS.
 Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS

D

Xavier DARCOS, Dordogne - RPR-R - AFCL.
 Philippe DARNICHE, Vendée - NI - SOCI.
 Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - SOC - ETRD.
 Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
 Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
 Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - RI - SOCI.
 Bertrand DELANOË, Paris - SOC - ETRD.
 Jean-Paul DELEVOYE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.
 Gérard DELFAU, Hérault - RDSE - ECON.
 Jacques-Richard DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
 Robert DEL PICCHIA, Français établis hors de France - RPR-R - ETRD.
 Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - SOC - FINC.
 Fernand DEMILLY, Somme - RDSE - AFCL.
 Christian DEMUYNCK, Seine-Saint-Denis - RPR-R - ECON.
 Marcel DENEUX, Somme - UC - ECON.

Gérard DÉRIOT, Allier - UC - LOIS.
 Dinah DERYCKE, Nord - SOC - LOIS.
 Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
 Rodolphe DÉSIÉ, Martinique - SOC-A - ECON.
 Marie-Madeleine DIEULANGARD, Loire-Atlantique - SOC - SOCI.
 André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
 Claude DOMEIZEL, Alpes de Haute-Provence - SOC - SOCI.
 Jacques DOMINATI, Paris - RI - SOCI.
 Jacques DONNAY, Nord - NI - AFCL.
 Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - ECON.
 Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - SOC - AFCL.
 Paul DUBRULE, Seine-et-Marne - RPR-R - ECON.
 Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
 Xavier DUGOIN, Essonne - RPR - ETRD.
 André DULAIT, Deux-Sèvres - UC - ETRD.
 Ambroise DUPONT, Calvados - RI - AFCL.
 Jean-Léonce DUPONT, Calvados - RI - AFCL.
 Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI - ETRD
 Josette DURRIEU, Hautes-Pyrénées - SOC - ETRD.
 Bernard DUSSAUT, Gironde - SOC - ECON.

E

Daniel ECKENSPIELLER, Haut-Rhin - RPR-A - AFCL.
 Jean-Paul ÉMIN, Ain - RI - ECON.
 Jean-Paul ÉMORINE, Saône-et-Loire - RI - ECON.
 Michel ESNEU, Ille-et-Vilaine - RPR - SOCI.
 Claude ESTIER, Paris - SOC - ETRD.

F

Hubert FALCO, Var - RI - ETRD.
 Léon FATOUS, Pas-de-Calais - SOC - ECON.
 Pierre FAUCHON, Loir-et-Cher - UC - LOIS.
 Jean FAURE, Isère - UC - ETRD.
 André FERRAND, Français établis hors de France - RI - ECON
 Guy FISCHER, Rhône - CRC - SOCI.
 Hilaire FLANDRE, Ardennes - RPR - ECON.
 Gaston FLOSSE, Polynésie française - RPR - LOIS.
 Thierry FOUCAUD, Seine-Maritime - CRC - FINC.
 Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - RDSE - AFCL.
 Bernard FOURNIER, Loire - RPR - AFCL.
 Alfred FOY, Nord - NI - SOCI.
 Serge FRANCHIS, Yonne - UC - SOCI.
 Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
 Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.
 Yves FRÉVILLE, Ille-et-Vilaine - UC - LOIS.

G

Yann GAILLARD, Aube - RPR-A - FINC.
 René GARREC, Calvados - RI - LOIS.
 Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - RI - ETRD.
 Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
 Patrice GÉLARD, Seine-Maritime - RPR - LOIS.
 Alain GÉRARD, Finistère - RPR - ECON.
 François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
 Charles GINÉSY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
 Francis GIRAUD, Bouches-du-Rhône - RPR - SOCI.
 Paul GIROD, Aisne - RDSE - LOIS.
 Serge GODARD, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.
 Daniel GOULET, Orne - RPR - ETRD.

Alain GOURNAC, Yvelines - RPR - SOCI.
 Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
 Francis GRIGNON, Bas-Rhin - UC - ECON.
 Louis GRILLOT, Côte-d'Or - RI - ECON.
 Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
 Jean-Noël GUÉRINI, Bouches-du-Rhône - SOC - AFCL.

H

Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - FINC.
 Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - ETRD.
 Claude HAUT, Vaucluse - SOC - FINC.
 Anne HEINIS, Manche - RI - ECON.
 Marcel HENRY, Mayotte - UC - AFCL.
 Pierre HÉRISSON, Haute-Savoie - UC - ECON.
 Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
 Roger HESLING, Moselle - SOC - AFCL.
 Alain HETHENER, Moselle - RPR-A - SOCI.
 Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
 Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
 Jean-Paul HUGOT, Maine-et-Loire - RPR - AFCL.
 Roland HUGUET, Pas-de-Calais - SOC - SOCI.
 Jean-François HUMBERT, Doubs - RI - LOIS.
 Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
 Jean-Jacques HYEST, Seine-et-Marne - UC - LOIS.

J

Pierre JARLIER, Cantal - UC - LOIS.
 Pierre JEAMBRUN, Jura - RDSE - AFCL.
 Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - RI - LOIS.
 Bernard JOLY, Haute-Saône - RDSE - ECON.
 André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
 Alain JOURNET, Gard - SOC - ECON.
 Alain JOYANDET, Haute-Saône - RPR - FINC.

K

Roger KAROUTCHI, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - SOC - ECON.
 Jean-Philippe LACHENAUD, Val-d'Oise - RI - FINC.
 Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDSE - AFCL.
 Serge LAGAUCHE, Val-de-Marne - SOC - AFCL.
 Roger LAGORSSE, Tarn - SOC - SOCI.
 Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
 Alain LAMBERT, Orne - UC - FINC.
 Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR - LOIS.
 Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - RI - LOIS.
 Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
 Dominique LARIFLA, Guadeloupe - SOC-A - SOCI.
 Patrick LASSOURD, Ille-et-Vilaine - RPR - ECON.
 Robert LAUFOAULU, Iles Wallis-et-Futuna - RPR-R - AFCL.
 Edmond LAURET, La Réunion - RPR - LOIS.
 René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
 Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.
 Gérard LE CAM, Côtes-d'Armor - CRC - ECON.
 Dominique LECLERC, Indre-et-Loire - RPR - SOCI.
 Pierre LEFEBVRE, Nord - CRC - ECON.
 Jacques LEGENDRE, Nord - RPR - AFCL.
 Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.

André LEJEUNE, Creuse - SOC - ECON.
 Guy LEMAIRE, Loire-Atlantique - RPR - ECON.
 Serge LEPELTIER, Cher - RPR - AFCL.
 Louis LE PENSEC, Finistère - SOC - ETRD.
 Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
 Claude LISE, Martinique - SOC-A - FINC.
 Paul LORIDANT, Essonne - CRC - FINC.
 Jean-Louis LORRAIN, Haut-Rhin - UC - SOCI.
 Simon LOUECKHOTE, Nouvelle-Calédonie - RPR - ETRD.
 Roland du LUART, Sarthe - RI - FINC.
 Hélène LUC, Val-de-Marne - CRC - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
 Philippe MADRELLE, Gironde - SOC - ETRD.
 Jacques MAHÉAS, Seine-Saint-Denis - SOC - LOIS.
 Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - ECON.
 André MAMAN, Français établis hors de France - UC-R - AFCL.
 François MARC, Finistère - SOC - LOIS.
 Max MAREST, Essonne - RPR - SOCI.
 Philippe MARINI, Oise - RPR - FINC.
 René MARQUÈS, Pyrénées-Orientales - UC - ETRD.
 Pierre MARTIN, Somme - RPR - AFCL.
 Marc MASSION, Seine-Maritime - SOC - FINC.
 Paul MASSON, Loiret - RPR-R - ETRD.
 Serge MATHIEU, Rhône - RI - ETRD.
 Pierre MAUROY, Nord - SOC - ETRD.
 Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
 Michel MERCIER, Rhône - UC - FINC.
 Lucette MICHAUX-CHEVRY, Guadeloupe - RPR - ETRD.
 Gérard MIQUEL, Lot - SOC - FINC.
 Jean-Luc MIRAUX, Eure - RPR - AFCL.
 Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
 René MONORY, Vienne - UC - ETRD.
 Aymeri de MONTESQUIOU, Gers - RDSE - ETRD.
 Michel MOREIGNE, Creuse - SOC - FINC.
 Georges MOULY, Corrèze - RDSE - SOCI.
 Bernard MURAT, Corrèze - RPR - LOIS.
 Roland MUZEAU, Hauts-de-Seine - CRC - SOCI.

N

Philippe NACHBAR, Meurthe-et-Moselle - RI - AFCL.
 Paul NATALI, Haute-Corse - RPR - ECON.
 Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - SOCI.
 Philippe NOGRIX, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.

O

Nelly OLIN, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
 Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR-R - ETRD.
 Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - FINC.
 Georges OTHILY, Guyane - RDSE - LOIS.
 Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Jean-Marc PASTOR, Tarn - SOC - ECON.
 Lylian PAYET, La Réunion - RDSE - SOCI.
 Michel PELCHAT, Essonne - RI - ETRD.
 Jacques PELLETIER, Aisne - RDSE - FINC.

Guy PENNE, Français établis hors de France - SOC - ETRD.
 Jean PÉPIN, Ain - RI - ECON.
 Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - SOC - ECON.
 Jacques PEYRAT, Alpes-Maritimes - RPR - LOIS.
 Jean-Claude PEYRONNET, Haute-Vienne - SOC - LOIS.
 Jean-François PICHERAL, Bouches-du-Rhône - SOC - AFCL.
 Xavier PINTAT, Gironde - RI - ETRD.
 Bernard PIRAS, Drôme - SOC - ECON.
 Jean-Pierre PLANCADE, Haute-Garonne - SOC - ECON.
 Bernard PLASAIT, Paris - RI - ETRD.
 Jean-Marie POIRIER, Val-de-Marne - UC - ETRD.
 Guy POIRIEUX, Loire - RI - AFCL.
 Christian PONCELET, Vosges - RPR.
 Ladislas PONIATOWSKI, Eure - RI - ECON.
 André POURNY, Saône-et-Loire - RI-R - SOCI.
 Danièle POURTAUD, Paris - SOC - AFCL.
 Gisèle PRINTZ, Moselle - SOC - SOCI.
 Jean PUECH, Aveyron - RI - ETRD.

R

Jean-Pierre RAFFARIN, Vienne - RI - ECON.
 Henri de RAINCOURT, Yonne - RI - SOCI.
 Jack RALITE, Seine-Saint-Denis - CRC - AFCL.
 Paul RAOULT, Nord - SOC - ECON.
 Jean-Marie RAUSCH, Moselle - RDSE-R - ECON.
 Ivan RENAR, Nord - CRC - AFCL.
 Victor REUX, Saint-Pierre-et-Miquelon - RPR - AFCL.
 Charles REVET, Seine-Maritime - RI - ECON.
 Henri REVOL, Côte-d'Or - RI - ECON.
 Henri de RICHEMONT, Charente - RPR - LOIS.
 Philippe RICHERT, Bas-Rhin - UC - AFCL.
 Roger RINCHET, Savoie - SOC - ECON.
 Yves RISPAT, Gers - RPR-R - ETRD.
 Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA, Corse-du-Sud - RI - FINC.
 Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
 Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - SOC - ETRD.
 André ROUVIÈRE, Gard - SOC - ETRD.
 Michel RUFIN, Meuse - RPR - AFCL.

S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - SOC - AFCL.
 Jean-Pierre SCHOSTECK, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
 Bernard SEILLIER, Aveyron - NI - SOCI.
 Michel SERGENT, Pas-de-Calais - SOC - FINC.
 René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - SOC - AFCL.
 Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.
 Michel SOUPLÉ, Oise - UC - ECON.
 Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.
 Simon SUTOUR, Gard - SOC - LOIS.

T

Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.
 Odette TERRADE, Val-de-Marne - CRC - ECON.
 Michel TESTON, Ardèche - SOC - ECON.
 Henri TORRE, Ardèche - RI - FINC.
 René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - FINC.
 Pierre-Yvon TRÉMEL, Côtes-d'Armor - SOC - ECON.
 François TRUCY, Var - RI - FINC.
 Alex TÜRK, Nord - NI - LOIS.

U

Maurice ULRICH, Paris - RPR - LOIS.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - AFCL.

André VALLET, Bouches-du-Rhône - RDSE - FINC.

Alain VASSELLE, Oise - RPR - SOCI.

Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.

Paul VERGÈS, La Réunion - CRC - SOCI.

André VÉZINHET, Hérault - SOC - SOCI.

Jean-Pierre VIAL, Savoie - RPR - ECON.

Marcel VIDAL, Hérault - SOC - AFCL.

Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD

Serge VINÇON, Cher - RPR - ETRD.

Guy VISSAC, Haute-Loire - RPR - SOCI.

W

Henri WEBER, Seine-Maritime - SOC - AFCL.

***B. LISTE PAR CIRCONSCRIPTION DE MMES ET MM. LES SÉNATEURS AU
31 DÉCEMBRE 2000***

a) Départements de la Métropole

1 - AIN (2 Sénateurs).

Jean-Paul Émin.

Jean Pépin.

2 - AISNE (3 Sénateurs).

Pierre André.

Paul Girod.

Jacques Pelletier.

3 - ALLIER (2 Sénateurs).

Bernard Barraux.

Gérard Dériot.

**4 - ALPES DE HAUTE-PROVENCE
(1 Sénateur).**

Claude Domeizel.

5 - HAUTES-ALPES (1 Sénateur).

Marcel Lesbros.

6 - ALPES-MARITIMES (4 Sénateurs).

José Balarello.

Charles Ginésy.

Pierre Laffitte.

Jacques Peyrat.

7 - ARDÈCHE (2 Sénateurs).

Michel Teston.
Henri Torre.

8 - ARDENNES (2 Sénateurs).

Maurice Blin.
Hilaire Flandre.

9 - ARIÈGE (1 Sénateur).

Jean-Pierre Bel.

10 - AUBE (2 Sénateurs).

Philippe Adnot.
Yann Gaillard.

11 - AUDE (2 Sénateurs).

Raymond Courrière.
Roland Courteau.

12 - AVEYRON (2 Sénateurs).

Jean Puech.
Bernard Seillier.

13 - BOUCHES-DU-RHÔNE (7 Sénateurs).

Henri d'Attilio.
Robert Bret.
Jean-Claude Gaudin.
Francis Giraud.
Jean-Noël Guérini.
Jean-François Picheral.
André Vallet.

14 - CALVADOS (3 Sénateurs).

Ambroise Dupont.
Jean-Léonce Dupont.
René Garrec.

15 - CANTAL (2 Sénateurs).

Roger Besse.
Pierre Jarlier.

16 - CHARENTE (2 Sénateurs).

Philippe Arnaud.
Henri de Richemont.

17 - CHARENTE-MARITIME (3 Sénateurs).

Claude Belot.
Jean-Guy Branger.
Michel Doublet.

18 - CHER (2 Sénateurs).

Serge Lepeltier.
Serge Vinçon.

19 - **CORRÈZE (2 Sénateurs).**

Georges Mouly.
Bernard Murat.

20A - **CORSE-DU-SUD (1 Sénateur).**

Louis-Ferdinand de Rocca Serra.

20B - **HAUTE-CORSE (1 Sénateur).**

Paul Natali.

21 - **CÔTE-D'OR (3 Sénateurs).**

Louis de Broissia.
Louis Grillot.
Henri Revol.

22 - **CÔTES-D'ARMOR (3 Sénateurs).**

Gérard Le Cam.
Claude Saunier.
Pierre-Yvon Trémel.

23 - **CREUSE (2 Sénateurs).**

André Lejeune.
Michel Moreigne.

24 - **DORDOGNE (2 Sénateurs).**

Bernard Cazeau.
Xavier Darcos.

25 - **DOUBS (3 Sénateurs).**

Georges Gruillot.
Jean-François Humbert.
Louis Souvet.

26 - **DRÔME (2 Sénateurs).**

Jean Besson.
Bernard Piras.

27 - **EURE (3 Sénateurs).**

Joël Bourdin.
Jean-Luc Miraux.
Ladislas Poniowski.

28 - **EURE-ET-LOIR (2 Sénateurs).**

Gérard Cornu.
Martial Taugourdeau.

29 - **FINISTÈRE (4 Sénateurs).**

Yolande Boyer.
Alain Gérard.
Louis Le Pensec.
François Marc.

30 - GARD (3 Sénateurs).

Alain Journet.
André Rouvière.
Simon Sutour.

31 - HAUTE-GARONNE (4 Sénateurs).

Bertrand Auban.
Maryse Bergé-Lavigne.
Jean-Pierre Placade.
Gérard Roujas.

32 - GERS (2 Sénateurs).

Aymeri de Montesquiou.
Yves Rispat.

33 - GIRONDE (5 Sénateurs).

Gérard César.
Bernard Dussaut.
Philippe Madrelle.
Xavier Pintat.
Jacques Valade.

34 - HÉRAULT (3 Sénateurs).

Gérard Delfau.
André Vézinhét.
Marcel Vidal.

35 - ILLE-ET-VILAINE (4 Sénateurs).

Michel Esneu.
Yves Fréville.
Patrick Lassourd.
Philippe Nogrix.

36 - INDRE (2 Sénateurs).

Daniel Bernardet.
François Gerbaud.

37 - INDRE-ET-LOIRE (3 Sénateurs).

James Bordas.
Jean Delaneau.
Dominique Leclerc.

38 - ISÈRE (4 Sénateurs).

Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.

39 - JURA (2 Sénateurs).

Pierre Jeambrun.
André Jourdain.

40 - **LANDES (2 Sénateurs).**

Jean-Louis Carrère.
Philippe Labeyrie.

41 - **LOIR-ET-CHER (2 Sénateurs).**

Jacques Bimbenet.
Pierre Fauchon.

42 - **LOIRE (4 Sénateurs).**

Bernard Fournier.
Louis Mercier.
Lucien Neuwirth.
Guy Poirieux.

43 - **HAUTE-LOIRE (2 Sénateurs).**

Adrien Gouteyron.
Guy Vissac.

44 - **LOIRE-ATLANTIQUE (5 Sénateurs).**

Francois Autain.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Marie-Madeleine Dieulangard.
Guy Lemaire.

45 - **LOIRET (3 Sénateurs).**

Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.

46 - **LOT (2 Sénateurs).**

André Boyer.
Gérard Miquel.

47 - **LOT-ET-GARONNE (2 Sénateurs).**

Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.

48 - **LOZÈRE (1 Sénateur).**

Janine Bardou.

49 - **MAINE-ET-LOIRE (3 Sénateurs).**

Jean Huchon.
Jean-Paul Hugot.
Charles Jolibois.

50 - **MANCHE (3 Sénateurs).**

Jean Bizet.

Anne Heinis.
Jean-François Le Grand.

51 - **MARNE (3 Sénateurs).**

Jean Bernard.
Jacques Machet.
Albert Vecten.

52 - **HAUTE-MARNE (2 Sénateurs).**

Georges Berchet.
Jacques- Richard Delong.

53 - **MAYENNE (2 Sénateurs).**

Jean Arthuis.
René Ballayer.

54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE (4 Sénateurs).**

Jacques Baudot.
Jean Bernadaux.
Claude Huriet.
Philippe Nachbar.

55 - **MEUSE (2 Sénateurs).**

Rémi Herment.
Michel Rufin.

56 - **MORBIHAN (3 Sénateurs).**

Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.

57 - **MOSELLE (5 Sénateurs).**

André Bohl.
Roger Hesling.
Alain Hethener.
Gisèle Printz.
Jean-Marie Rausch.

58 - **NIÈVRE (2 Sénateurs).**

Marcel Charmant.
René-Pierre Signé.

59 - **NORD (11 Sénateurs).**

Guy Allouche.
Dinah Derycke.
André Diligent.
Jacques Donnay.
Alfred Foy.
Pierre Lefebvre.
Jacques Legendre.
Pierre Mauroy.
Paul Raoult.
Ivan Renar.
Alex Türk.

60 - OISE (3 Sénateurs).

Philippe Marini.
Michel Souplet.
Alain Vasselle.

61 - ORNE (2 Sénateurs).

Daniel Goulet.
Alain Lambert.

62 - PAS-DE-CALAIS (7 Sénateurs).

Jean-Luc Bécart.
Désiré Debavelaere.
Jean-Paul Delevoye.
Léon Fatous.
Roland Huguet.
Daniel Percheron.
Michel Sergent.

63 - PUY-DE-DÔME (3 Sénateurs).

Marcel Bony.
Michel Charasse.
Serge Godard.

64 - PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (3 Sénateurs).

Louis Althapé.
Didier Borotra.
Auguste Cazalet.

65 - HAUTES-PYRÉNÉES (2 Sénateurs).

François Abadie.
Josette Durrieu.

66 - PYRÉNÉES-ORIENTALES (2 Sénateurs).

Paul Blanc.
René Marquès.

67 - BAS-RHIN (4 Sénateurs).

Francis Grignon.
Daniel Hoeffel.
Joseph Ostermann.
Philippe Richert.

68 - HAUT-RHIN (3 Sénateurs).

Daniel Eckenspieller.
Hubert Haenel.
Jean-Louis Lorrain.

69 - RHÔNE (7 Sénateurs).

Gilbert Chabroux.
Gérard Collomb.
Guy Fischer.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.

Michel Mercier.
René Trégouët.
70 - **HAUTE-SAÔNE (2 Sénateurs).**

Bernard Joly.
Alain Joyandet.

71 - **SAÔNE-ET-LOIRE (3 Sénateurs).**

Jean-Patrick Courtois.
Jean-Paul Émorine.
André Pourny.

72 - **SARTHE (3 Sénateurs).**

Jacques Chaumont.
Marcel-Pierre Cléach.
Roland du Luart.

73 - **SAVOIE (2 Sénateurs).**

Roger Rinchet.
Jean-Pierre Vial.

74 - **HAUTE-SAVOIE (3 Sénateurs).**

Jean-Paul Amoudry.
Jean-Claude Carle.
Pierre Hérisson.

75 - **PARIS (12 Sénateurs).**

Jean-Yves Autexier.
Nicole Borvo.
Michel Caldaguès.
Jean Chérioux.
Bertrand Delanoë.
Jacques Dominati.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Christian de la Malène.
Bernard Plasait.
Danièle Pourtaud.
Maurice Ulrich.

76 - **SEINE-MARITIME (6 Sénateurs).**

Annick Bocandé.
Thierry Foucaud.
Patrice Gélard.
Marc Massion.
Charles Revet.
Henri Weber.

77 - **SEINE-ET-MARNE (4 Sénateurs).**

Paul Dubrule.
Philippe François.
Jean-Jacques Hyest.
Jacques Larché.

78 - YVELINES (5 Sénateurs).

Nicolas About.
Jacques Bellanger.
Dominique Braye.
Alain Gournac.
Gérard Larcher.

79 - DEUX-SÈVRES (2 Sénateurs).

Michel Bécot.
André Dulait.

80 - SOMME (3 Sénateurs).

Fernand Demilly.
Marcel Deneux.
Pierre Martin

81 - TARN (2 Sénateurs).

Roger Lagorsse.
Jean-Marc Pastor.

82 - TARN-ET-GARONNE (2 Sénateurs).

Jean-Michel Baylet.
Yvon Collin.

83 - VAR (3 Sénateurs).

Hubert Falco.
René-Georges Laurin.
Francois Trucy.

84 - VAUCLUSE (2 Sénateurs).

Alain Dufaut.
Claude Haut.

85 - VENDÉE (3 Sénateurs).

Philippe Darniche.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.

86 - VIENNE (2 Sénateurs).

René Monory.
Jean-Pierre Raffarin.

87 - HAUTE-VIENNE (2 Sénateurs).

Jean-Pierre Demerliat.
Jean-Claude Peyronnet.

88 - VOSGES (2 Sénateurs).

Gérard Braun.
Christian Poncelet.

89 - YONNE (2 Sénateurs).

Serge Franchis.
Henri de Raincourt.

90 - TERRITOIRE DE BELFORT (1 Sénateur).

Michel Dreyfus-Schmidt.

91 - ESSONNE (5 Sénateurs).

Claire-Lise Champion.
Xavier Dugoin.
Paul Loridant.
Max Marest.
Michel Pelchat.

92 - HAUTS-DE-SEINE (7 Sénateurs).

Robert Badinter.
Denis Badré.
Charles Ceccaldi-Raynaud.
Jean-Pierre Fourcade.
Roger Karoutchi.
Roland Muzeau.
Jean-Pierre Schosteck.

93 - SEINE-SAINT-DENIS (6 Sénateurs).

Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmégane.
Marcel Debarge.
Christian Demuynck.
Jacques Mahéas.
Jack Ralite.

94 - VAL-DE-MARNE (6 Sénateurs).

Jean Clouet.
Serge Lagauche.
Lucien Lanier.
Hélène Luc.
Jean-Marie Poirier.
Odette Terrade.

95 - VAL-D'OISE (4 Sénateurs).

Bernard Angels.
Marie-Claude Beaudeau.
Jean-Philippe Lachenaud.
Nelly Olin.

b) Départements d'outre-mer

GUADELOUPE (2 Sénateurs).

Dominique Larifla.
Lucette Michaux-Chevry.

GUYANE (1 Sénateur).

Georges Othily.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).

Rodolphe Désiré.
Claude Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).

Edmond Lauret.
Lylia Payet.
Paul Vergès.

c) Territoires d'outre-mer

**ILES WALLIS-ET-FUTUNA
(1 Sénateur).**

Robert Laufoaulu.

**POLYNÉSIE FRANÇAISE
(1 Sénateur).**

Gaston Flosse.

d) Collectivités territoriales de la République française

MAYOTTE (1 Sénateur).

Marcel Henry.

**SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
(1 Sénateur).**

Victor Reux.

e) Autre collectivité

**NOUVELLE-CALÉDONIE
(1 Sénateur).**

Simon Loueckhote.

f) Sénateurs représentant les Français de l'étranger (12 sénateurs)

Pierre Biarnès.
Paulette Brisepierre.
Jean-Pierre Cantegrit.
Monique Cerisier-ben Guiga.
Charles de Cuttoli.
Robert Del Picchia.
Hubert Durand-Chastel.
André Ferrand.
André Maman.
Paul d'Ornano.
Guy Penne.
Xavier de Villepin.

C. - RENOUELEMENT TRIENNAL PAR TIERS DU SÉNAT

Conformément à l'ordre des séries des départements et des territoires d'outre-mer

(Art. L.O. 274 et 276 du code électoral modifiés par la loi organique du 16 juillet 1976 - Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959)

SÉRIE A (102 sénateurs) - Elections en 2007

Ain à Indre *

Guyane

Polynésie française

Iles Wallis-et-Futuna

Représentants des Français établis hors de France ** (4 sénateurs : M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Briseperrière, MM. Robert Del Picchia, André Ferrand)

SÉRIE B (103 sénateurs) - Elections en 2001

Indre-et-Loire à Pyrénées Orientales ***

La Réunion

Nouvelle-Calédonie

Territoire des Afars et des Issas ****

Représentants des Français établis hors de France ** (4 sénateurs : MM. Jean-Pierre Cantegrit, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Charles de Cuttoli, André Maman)

SÉRIE C (117 sénateurs) - Elections en 2004

Bas-Rhin à Yonne

Essonne à Yvelines*****

Guadeloupe

Martinique

Saint-Pierre-et-Miquelon

Mayotte

Représentants des Français établis hors de France ** (4 sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

o
o o

Au 31 décembre 2000, 321 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (un siège non pourvu : TAI)****

* A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la série C

** Les douze sièges des sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983

*** A l'exception de Paris affecté à la série C

**** Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1^{er} juillet 1980 à la suite de l'accession à l'indépendance du territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977

***** Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines

D. CONTESTATION D'UNE OPÉRATION ÉLECTORALE

Requête au Conseil constitutionnel tendant à l'annulation de l'élection sénatoriale qui s'est déroulée le 14 novembre 1999 dans le département de la Savoie - Rejet de la requête (communication au Sénat de la décision du Conseil constitutionnel du 27 janvier 2000) (JO Lois et décrets du 29 janvier 2000).

E. SÉNATEURS DÉCÉDÉS

<i>Sénateur</i>	<i>Département</i>	<i>Durée mandat</i>	<i>Date décès</i>	<i>JO Lois et décrets</i>
M. Jean-Jacques Robert	Essonne	1988 à 2000	18 mars 2000	21 mars 2000
M. Roger Husson	Moselle	1983 à 2000	28 avril 2000	29 avril 2000

F - Remplacements de sénateurs

<i>Modifications</i>	<i>Motif</i>	<i>Département</i>	<i>Date de remplacement</i>	<i>JO Lois et décrets</i>
M. Jean-Yves Autexier remplace M. Michel Charzat	élu député	Paris	28 janvier 2000	29 janvier 2000
M. Max Marest remplace M. Jean-Jacques Robert	décédé	Essonne	19 mars 2000	22 mars 2000
M. Roland Muzeau remplace M. Michel Duffour	démissionnaire (nommé Secrétaire d'Etat)	Hauts-de-Seine	29 mars 2000	30 mars 2000
Mme Claire-Lise Champion remplace M. Jean-Luc Mélenchon	nommé ministre délégué	Essonne	28 avril 2000	29 avril 2000
M. Alain Hethener remplace M. Roger Husson	décédé	Moselle	29 avril 2000	3 mai 2000

F. ANCIENS SÉNATEURS DÉCÉDÉS

<i>Sénateur Conseiller de la République</i>	<i>Département</i>	<i>Durée mandat</i>	<i>Date décès</i>	<i>JO Lois et décrets</i>
M. Emile Tricon	Hauts-de Seine	1986 à 1988	11 janvier 2000	25 janvier 2000
M. Emile Didier sénateur honoraire	Hautes-Alpes	1971 à 1989	28 janvier 2000	1 ^{er} février 2000
M. Aubert Garcia	Gers	1989 à 1998	21 février 2000	23 février 2000
M. André Jarrot	Saône-et-Loire	1986 à 1995	21 avril 2000	25 avril 2000
M. François Levacher	Eure-et-Loir	1956 à 1971	15 mai 2000	16 mai 2000
M. Mohammed Gueroui	Sétif-Batna	1959 à 1962	9 juin 2000	21 juin 2000
M. Louis Philibert	Bouches-du-Rhône	1989 à 1998	21 juin 2000	26 juin 2000
M. Issoufou Saïdou Djermakoye	Niger	1958 à 1959	30 juin 2000	2 octobre 2000
M. Jean-Pierre Blanchet	Loire	1967 à 1974	28 juillet 2000	2 octobre 2000
M. Léon David	Bouches-du-Rhône	1946 à 1958 1959 à 1978	26 août 2000	2 octobre 2000
M. Michel de Pontbriand	Loire-Atlantique	1959 à 1965	28 août 2000	2 octobre 2000
M. Roger Lagrange	Saône-et-Loire	1959 à 1967	29 septembre 2000	3 octobre 2000
Mme Janine Alexandre- Debray	Paris	1976 à 1977	19 octobre 2000	22 novembre 2000
M. Roger Poudonson	Pas-de-Calais	1965 à 1992	27 décembre 2000	9 janvier 2001
M. Marcel Lucotte	Saône-et-Loire	1971 à 1995	28 décembre 2000	9 janvier 2001

III. BUREAU DU SENAT

<i>Modification intervenue en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cesse d'appartenir au Bureau</i>	<i>Devient membre du Bureau</i>
20 janvier 2000	M. Hubert Haenel, démissionnaire	René Trégouët devient secrétaire

Président	M.	Christian Poncelet
Vice-présidents	MM.	Jean Faure Gérard Larcher Paul Girod Jacques Valade Guy Allouche Jean-Claude Gaudin
Questeurs	MM.	Serge Mathieu Claude Huriet François Autain
Secrétaires	MM. Mme MM.	Gérard César Yvon Collin Marie-Madeleine Dieulangard Michel Doublet François Gerbaud Jacques Machet Gérard Miquel Philippe Nachbar Bernard Piras Ivan Renar Philippe Richert René Trégouët.

IV. GROUPES POLITIQUES

A - GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN ET CITOYEN (CRC) (17 membres)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cesse d'appartenir à ce groupe</i>	<i>Deviennent membres de ce groupe</i>
5 février 2000 30 mars 2000 4 avril 2000	M. Michel Duffour	M. Jean-Yves Autexier M. Roland Muzeau

<i>Présidente</i>	Mme Hélène Luc
-------------------	----------------

<i>Membres</i>			
M.	Jean-Yves Autexier	MM.	Gérard Le Cam
Mme	Marie-Claude Beaudeau		Pierre Lefebvre
M.	Jean-Luc Bécart		Paul Loridant
Mmes	Danielle Bidard-Reydet		Roland Muzeau
	Nicole Borvo		Jack Ralite
MM.	Robert Bret		Ivan Renar
	Guy Fischer	Mme	Odette Terrade
	Thierry Foucaud	M.	Paul Vergès

B - GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (RDSE) (23 membres)

<i>Président</i>	M. Guy-Pierre Cabanel
------------------	-----------------------

<i>Membres</i>			
MM.	François Abadie	MM.	Pierre Jeambrun
	Jean-Michel Baylet		Bernard Joly
	Georges Berchet		Pierre Laffitte
	Jacques Bimbenet		Aymeri de Montesquiou
	André Boyer		Georges Mouly
	Yvon Collin		Georges Othily
	Gérard Delfau		Lylvian Payet
	Fernand Demilly		Jacques Pelletier
	Jean-Pierre Fourcade		Raymond Soucaret
	Jean François-Poncet		André Vallet
	Paul Girod		

<i>Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement</i>
M Jean-Marie Rausch

C - GROUPE DE L'UNION CENTRISTE (UC)

(52 membres)

Président	
	M. Jean Arthuis

Membres	
MM.	Jean-Paul Amoudry Philippe Arnaud Denis Badré René Ballayer Bernard Barraux Jacques Baudot Michel Bécot Jean Bernadaux Daniel Bernardet Maurice Blin
Mme	Annick Bocandé
MM.	André Bohl Didier Borotra Jean-Guy Branger Marcel Deneux Gérard Dériot André Diligent André Dulait Pierre Fauchon Jean Faure Serge Franchis Yves Fréville Francis Grignon Marcel Henry
MM.	Pierre Hérisson Rémi Herment Daniel Hoeffel Jean Huchon Claude Huriet Jean-Jacques Hyst Pierre Jarlier Alain Lambert Henri Le Breton Marcel Lesbros Jean-Louis Lorrain Jacques Machet Kléber Malécot René Marquès Louis Mercier Michel Mercier Louis Moinard René Monory Philippe Nogrix Jean-Marie Poirier Philippe Richert Michel Souplet Albert Vecten Xavier de Villepin

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement	
MM.	Claude Belot Jean-Pierre Cantegrit
M.	André Maman

D - GROUPE DES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS (RI)
(46 membres)

Président	M. Henri de Raincourt
------------------	-----------------------

Membres	
M. José Balareello	Mme Anne Heinis
Mme Janine Bardou	MM. Jean-François Humbert
MM. Christian Bonnet	Charles Jolibois
James Bordas	Jean-Philippe Lachenaud
Joël Bourdin	Jacques Larché
Jean Boyer	Roland du Luart
Louis Boyer	Serge Mathieu
Jean-Claude Carle	Philippe Nachbar
Jean Clouet	Michel Pelchat
Charles-Henri de Cossé-Brissac	Jean Pépin
Jean Delaneau	Xavier Pintat
Jacques Dominati	Bernard Plasait
Ambroise Dupont	Guy Poirieux
Jean-Léonce Dupont	Ladislas Poniatowski
Jean-Paul Émin	Jean Puech
Jean-Paul Émorine	Jean-Pierre Raffarin
Hubert Falco	Charles Revet
André Ferrand	Henri Revol
René Garrec	Louis-Ferdinand de Rocca
Jean-Claude Gaudin	Serra
Louis Grillot	Henri Torre
	François Trucy

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement	
M. Nicolas About	

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement	
M. Marcel-Pierre Cléach	M. André Pourny

E - GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE (RPR)
(99 membres)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à ce groupe</i>	<i>Deviennent membres de ce groupe</i>
28 janvier 2000	MM. Paul Masson, Paul d'Ornano deviennent rattachés administrativement	
21 mars 2000	<i>M. Jean-Jacques Robert *</i>	
28 mars 2000		M. Max Marest
29 avril 2000	<i>M. Roger Husson *</i>	
18 mai 2000		M. Alain Hethener (apparenté)

* *Décédés*

Président	M. Josselin de Rohan
------------------	----------------------

<i>Membres</i>			
MM.	Louis Althapé	MM.	Jean-Paul Hugot
	Pierre André		André Jourdain
	Jean Bernard		Alain Joyandet
	Roger Besse		Roger Karoutchi
	Jean Bizet		Christian de la Malène
	Paul Blanc		Lucien Lanier
Mme	Paulette Brisepierre		Gérard Larcher
MM.	Louis de Broissia		Patrick Lassourd
	Michel Caldaguès		Edmond Lauret
	Robert Calméjane		René-Georges Laurin
	Auguste Cazalet		Dominique Leclerc
	Charles Ceccaldi-Raynaud		Jacques Legendre
	Gérard César		Jean-François Le Grand
	Jacques Chaumont		Guy Lemaire
	Jean Chérioux		Serge Lepeltier
	Gérard Cornu		Simon Loueckhote
	Jean-Patrick Courtois		Max Marest
	Charles de Cuttoli		Philippe Marini
	Luc Dejoie		Pierre Martin
	Jean-Paul Delevoye	Mme	Lucette Michaux-Chevry
	Jacques-Richard Delong	MM.	Jean-Luc Miraux
	Charles Descours		Bernard Murat
	Michel Doublet		Paul Natali
	Alain Dufaut		Lucien Neuwirth
	Xavier Dugoin	Mme	Nelly Olin
	Michel Esneu	MM.	Joseph Ostermann
	Hilaire Flandre		Jacques Oudin
	Gaston Flosse		Jacques Peyrat
	Bernard Fournier		Christian Poncelet
	Philippe François		Victor Reux
	Philippe de Gaulle		Henri de Richemont
	Patrice Gélard		Michel Rufin
	Alain Gérard		Jean-Pierre Schosteck
	François Gerbaud		Louis Souvet
	Charles Ginésy		Martial Taugourdeau
	Francis Giraud		René Trégouët
	Daniel Goulet		Maurice Ulrich
	Alain Gournac		Jacques Valade
	Adrien Gouteyron		Alain Vasselle
	Georges Gruillot		Jean-Pierre Vial
	Hubert Haenel		Serge Vinçon
	Emmanuel Hamel		Guy Vissac

<i>Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement</i>			
MM.	Gérard Braun Dominique Braye Désiré Debavelaere	MM.	Daniel Eckenspieller Yann Gaillard Alain Hethener

<i>Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement</i>			
MM.	Xavier Darcos Robert Del Picchia Christian Demuynck Paul Dubrule	MM.	Robert Laufoaulu Paul Masson Paul d'Ornano Yves Rispat

F - GROUPE SOCIALISTE (S)
(77 membres)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à ce groupe</i>	<i>Devient membre de ce groupe</i>
29 janvier 2000 29 avril 2000 30 avril 2000	M. Michel Charzat ** M. Jean-Luc Mélenchon***	Mme Claire-Lise Champion

** Elu député

*** Nommé ministre

Président	M. Claude Estier
------------------	------------------

<i>Membres</i>	
MM. Guy Allouche Bernard Angels Henri d'Attilio Bertrand Auban François Autain Robert Badinter Jean-Pierre Bel Jacques Bellanger Mme Maryse Bergé-Lavigne MM. Jean Besson Pierre Biarnès Marcel Bony Mmes Yolande Boyer Claire-Lise Champion MM. Jean-Louis Carrère Bernard Cazeau Mme Monique Cerisier-ben Guiga MM. Gilbert Chabroux Michel Charasse Marcel Charmant Gérard Collomb Raymond Courrière Roland Courteau Marcel Debarge Bertrand Delanoë Jean-Pierre Demerliat Mmes Dinah Derycke Marie-Madeleine MM. Dieulangard Claude Domeizel Mme Michel Dreyfus-Schmidt MM. Josette Durrieu Bernard Dussaut Léon Fatous Serge Godard Jean-Noël Guérini Claude Haut Roger Hesling	MM. Roland Huguet Alain Journet Philippe Labeyrie Serge Lagauche Roger Lagorsse André Lejeune Louis Le Pensec Philippe Madrelle Jacques Mahéas François Marc Marc Massion Pierre Mauroy Gérard Miquel Michel Moreigne Jean-Marc Pastor Guy Penne Daniel Percheron Jean-Claude Peyronnet Jean-François Picheral Bernard Piras Jean-Pierre Plancade Mmes Danièle Pourtaud Gisèle Printz MM. Paul Raoult Roger Rinchet Gérard Roujas André Rouvière Claude Saunier Michel Sergent René-Pierre Signé Simon Sutour Michel Teston Pierre-Yvon Trémel André Vézinhét Marcel Vidal Henri Weber

<i>Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement</i>	
MM. Rodolphe Désiré Dominique Larifla	M. Claude Lise

**G - RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT
SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (NI)
(7 sénateurs)**

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>Dates JO Lois et décrets</i>	<i>Deviennent sénateurs non inscrits</i>	<i>Cessent d'être sénateurs non inscrits</i>
29 janvier 2000	M. Jean-Yves Autexier	M. Jean-Yves Autexier
5 février 2000		
22 mars 2000	M. Max Marest	M. Max Marest
28 mars 2000		
30 mars 2000	M. Roland Muzeau	M. Roland Muzeau
4 avril 2000		
29 avril 2000	Mme Claire-Lise Champion	Mme Claire-Lise Champion
30 avril 2000		
3 mai 2000	M. Alain Hethener	M. Alain Hethener
18 mai 2000		

Délégué	M. Philippe Adnot
----------------	-------------------

<i>Sénateurs</i>			
MM.	Philippe Darniche	MM.	Alfred Foy
	Jacques Donnay		Bernard Seillier
	Hubert Durand-Chastel		Alex Türk

V. COMMISSIONS

A. - COMMISSIONS PERMANENTES

1. Commission des affaires culturelles (52 membres)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à cette commission</i>	<i>Deviennent membres de cette commission</i>
21 janvier 2000	M. Jean Bernard	M. Roger Karoutchi
3 mai 2000	M. Louis Le Pensec	Mme Claire-Lise Champion
5 mai 2000	M. Jean-Louis Carrère	M. Daniel Percheron
29 juin 2000	Mme Claire-Lise Champion	M. Philippe Labeyrie
4 octobre 2000	M. Daniel Percheron	M. Jean-Louis Carrère
6 octobre 2000	M. Jean-Louis Carrère nommé vice-président	
26 octobre 2000	M. Philippe Labeyrie	M. Henri Weber

<i>Bureau</i>	
<i>Président</i>	M. Adrien Gouteyron
<i>Vice-présidents</i>	MM. Jean Bernadaux James Bordas Jean-Louis Carrère Jean-Paul Hugot Pierre Laffitte Ivan Renar
<i>Secrétaires</i>	MM. Alain Dufaut Ambroise Dupont André Maman Mme Danièle Pourtaud

<i>Membres</i>	
MM. François Abadie Jean Arthuis André Bohl Louis de Broissia Jean-Claude Carle Gérard Collomb Xavier Darcos Fernand Demilly André Diligent Jacques Donnay Michel Dreyfus-Schmidt Jean-Léonce Dupont Daniel Eckenspieller Jean-Pierre Fourcade Bernard Fournier Jean-Noël Guérini Marcel Henry Roger Hesling Pierre Jeambrun Roger Karoutchi	MM. Robert Laufoaulu Jacques Legendre Serge Lepeltier Mme Hélène Luc MM. Pierre Martin Jean-Luc Miraux Philippe Nachbar Jean-François Picheral Guy Poirieux Jack Ralite Victor Reux Philippe Richert Michel Rufin Claude Saunier René-Pierre Signé Jacques Valade Albert Vecten Marcel Vidal Henri Weber N.

Serge Lagauche	
----------------	--

2. Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à cette commission</i>	<i>Deviennent membres de cette commission</i>
21 janvier 2000	M. Xavier Dugoin	M. Paul Dubrule
8 mars 2000	M. Gérard Le Cam	M. Paul Vergès
29 mars 2000	<i>M. Jean-Jacques Robert*</i>	M. Jean-Pierre Vial
26 avril 2000	M. Paul Vergès	M. Gérard Le Cam
5 mai 2000	M. Daniel Percheron	M. Jean-Louis Carrère
17 mai 2000	M. Edmond Laurent	
24 mai 2000		M. Christian Demuynck
4 octobre 2000	M. Jean-Louis Carrère	M. Daniel Percheron
26 octobre 2000	M. Henri Weber	M. Philippe Labeyrie

* *Décédé*

<i>Bureau</i>	
<i>Président</i>	M. Jean François-Poncet
<i>Vice-présidents</i>	MM. Philippe François Jean Huchon Jean-François Le Grand Jean-Paul Émorine Jean-Marc Pastor Pierre Lefebvre
<i>Secrétaires</i>	MM. Georges Berchet Léon Fatous Louis Moinard Jean-Pierre Raffarin
<i>Membres</i>	
MM. Louis Althapé Pierre André Philippe Arnaud Mme Janine Bardou MM. Bernard Barraux Michel Bécot Jacques Bellanger Jean Besson Jean Bizet Marcel Bony Jean Boyer Mme Yolande Boyer MM. Dominique Braye Gérard César Marcel-Pierre Cléach Gérard Cornu Roland Courteau Charles de Cuttoli Désiré Debavelaere Gérard Delfau Christian Demuynck Marcel Deneux Rodolphe Désiré Michel Doublet Paul Dubrule Bernard Dussaut Jean-Paul Émin André Ferrand	MM. Louis Grillot Georges Gruillot Mme Anne Heinis MM. Pierre Hérisson Rémi Herment Bernard Joly Alain Journet Philippe Labeyrie Gérard Larcher Patrick Lassourd Gérard Le Cam André Lejeune Guy Lemaire Kléber Malécot Louis Mercier Paul Natali Jean Pépin Daniel Percheron Bernard Piras Jean-Pierre Plancade Ladislas Poniatowski Paul Raoult Jean-Marie Rausch Charles Revet Henri Revol Roger Rinchet Josselin de Rohan Raymond Soucaret

Hilaire Flandre Alain Gérard François Gerbaud Charles Ginésy Serge Godard Francis Grignon	Mme MM. Michel Souplet Odette Terrade Michel Teston Pierre-Yvon Trémel Jean-Pierre Vial
--	---

3. Commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées (52 membres)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à cette commission</i>	<i>Deviennent membres de cette commission</i>
21 janvier 2000		M. Jean Bernard M. Xavier Dugoin
3 mai 2000	M. Jean-Luc Mélenchon	M. Louis Le Pensec
17 mai 2000	<i>M. Roger Husson*</i>	M. Simon Loueckhote
3 octobre 2000	Mme Lucette Michaux-Chevry	M. Bernard Murat
13 octobre 2000	M. Bernard Murat	Mme Lucette Michaux-Chevry

* *Décédé*

<i>Bureau</i>	
<i>Président</i>	M. Xavier de Villepin
<i>Vice-présidents</i>	MM. Serge Vinçon Guy Penne André Dulait Charles-Henri de Cossé-Brissac André Boyer Mme Danielle Bidard-Reydet
<i>Secrétaires</i>	MM. Pierre Biarnès Michel Caldaguès Bertrand Delanoë Daniel Goulet

<i>Membres</i>	
MM. Bertrand Auban Jean-Michel Baylet Jean-Luc Bécart Jean Bernard Daniel Bernardet Didier Boroira Jean-Guy Branger Mme Paulette Brisepierre M. Robert Calmèjane Mme Monique Cerisier-ben MM. Guiga Marcel Debarge Robert Del Picchia Xavier Dugoin Mme Hubert Durand-Chastel MM. Josette Durrieu Claude Estier Hubert Falco Jean Faure Jean-Claude Gaudin Philippe de Gaulle Emmanuel Hamel	MM. Christian de la Malène Louis Le Pensec Simon Loueckhote Philippe Madrelle René Marquès Paul Masson Serge Mathieu Pierre Mauroy Mme Lucette Michaux-Chevry MM. René Monory Aymeri de Montesquiou Paul d'Ornano Michel Pelchat Xavier Pintat Bernard Plasait Jean-Marie Poirier Jean Puech Yves Rispat Gérard Roujas André Rouvière

4. Commission des affaires sociales (52 membres)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à cette commission</i>	<i>Deviennent membres de cette commission</i>
24 février 2000		M. Jean-Yves Autexier
8 mars 2000	M. Paul Vergès	M. Gérard Le Cam
29 mars 2000	M. Jean-Pierre Vial	M. Max Marest
5 avril 2000	Mme Nicole Borvo	M. Roland Muzeau
26 avril 2000	M. Gérard Le Cam	M. Paul Vergès
24 mai 2000	M. Christian Demuynck	M. Alain Hethener
29 juin 2000	M. Philippe Labeyrie	Mme Claire-Lise Champion

<i>Bureau</i>		
<i>Président</i>	M.	Jean Delaneau
<i>Vice-présidents</i>	MM.	Jacques Bimbenet Louis Boyer
	Mme	Marie-Madeleine Dieulangard
	MM.	Guy Fischer Jean-Louis Lorrain Louis Souvet
<i>Secrétaires</i>	Mme	Annick Bocandé
	MM.	Charles Descours Alain Gournac Roland Huguet

<i>Membres</i>			
MM.	Henri d'Attilio	MM.	Henri Le Breton
	François Autain		Dominique Leclerc
	Jean-Yves Autexier		Marcel Lesbros
	Paul Blanc		Jacques Machet
Mme	Claire-Lise Champion		Max Marest
MM.	Jean-Pierre Cantegrit		Georges Mouly
	Bernard Cazeau		Roland Muzeau
	Gilbert Chabroux		Lucien Neuwirth
	Jean Chérioux		Philippe Nogrrix
	Philippe Darniche	Mme	Nelly Olin
	Claude Domeizel	MM.	Lylvian Payet
	Jacques Dominati		André Pourny
	Michel Esneu	Mme	Gisèle Printz
	Alfred Foy	MM.	Henri de Raincourt
	Serge Franchis		Bernard Seillier
	Francis Giraud		Martial Taugourdeau
	Alain Hethener		Alain Vasselle
	Claude Huriet		Paul Vergès
	André Jourdain		André Vézinhet
	Roger Lagorsse		Guy Vissac
	Dominique Larifla		

5. Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

(43 membres)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à cette commission</i>	<i>Deviennent membres de cette commission</i>
24 mai 2000	M. Claude Lise	M. Marcel Charmant
11 octobre 2000	M. Marcel Charmant	M. Claude Lise

<i>Bureau</i>		
<i>Président</i>	M.	Alain Lambert
<i>Vice-présidents</i>	MM.	Jacques Oudin Claude Belot
	Mme	Marie-Claude Beaudeau
	MM.	Roland du Luart Bernard Angels André Vallet
<i>Secrétaires</i>	MM.	Jacques-Richard Delong Marc Massion Michel Sergent François Trucy
<i>Rapporteur général</i>	M.	Philippe Marini

<i>Membres</i>			
MM.	Philippe Adnot	MM.	Yann Gaillard
	Denis Badré		Hubert Haenel
	René Ballayer		Claude Haut
	Jacques Baudot		Alain Joyandet
Mme	Maryse Bergé-Lavigne		Jean-Philippe Lachenaud
MM.	Roger Besse		Claude Lise
	Maurice Blin		Paul Loridant
	Joël Bourdin		Michel Mercier
	Gérard Braun		Gérard Miquel
	Auguste Cazalet		Michel Moreigne
	Michel Charasse		Joseph Ostermann
	Jacques Chaumont		Jacques Pelletier
	Jean Clouet		Louis-Ferdinand de Rocca Serra
	Yvon Collin		Henri Torre
	Jean-Pierre Demerliat		René Trégouët.
	Thierry Foucaud		

**6. Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale
(44 membres)**

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à cette commission</i>	<i>Deviennent membres de cette commission</i>
5 avril 2000	M. Michel Duffour	Mme Nicole Borvo
17 mai 2000	M. Simon Loueckhote	M. Edmond Lauret
24 mai 2000	M. Marcel Charmant	M. Claude Lise
26 mai 2000	M. Michel Duffour*	M. Robert Bret**
3 octobre 2000	M. Bernard Murat	Mme Lucette Michaux-Chevry
11 octobre 2000	M. Claude Lise	M. Marcel Charmant
13 octobre 2000	Mme Lucette Michaux-Chevry	M. Bernard Murat

* nommé ministre

** en qualité de vice-président

<i>Bureau</i>		
<i>Président</i>	M.	Jacques Larché
<i>Vice-présidents</i>	M. Mme MM.	René-Georges Laurin Dinah Derycke Pierre Fauchon Charles Jolibois Georges Othily Robert Bret
<i>Secrétaires</i>	MM.	Patrice Gélard Jean-Pierre Schosteck Jacques Mahéas Jean-Jacques Hyst

<i>Membres</i>			
MM.	Nicolas About Guy Allouche Jean-Paul Amoudry Robert Badinter José Balareello Jean-Pierre Bel Christian Bonnet	MM.	Yves Fréville René Garrec Paul Girod Daniel Hoeffel Jean-François Humbert Pierre Jarlier Lucien Lanier Edmond Lauret François Marc Bernard Murat Jacques Peyrat Jean-Claude Peyronnet Henri de Richemont Simon Sutour Alex Türk Maurice Ulrich
Mme	Nicole Borvo		
MM.	Guy-Pierre Cabanel Charles Ceccaldi-Raynaud Marcel Charmant Raymond Courrière Jean-Patrick Courtois Luc Dejoie Jean-Paul Delevoye Gérard Dériot Gaston Flosse		

B. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

<i>Nature</i>	<i>Titre</i>	<i>Bureau</i>
Projet de loi	tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives (9 mars 2000)	<i>Présidente</i> : Mme Catherine Tasca, députée <i>Vice-président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Bernard Roman - <i>Sénat</i> : M. Guy-Pierre Cabanel (10 mars 2000)
Projet de loi	modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (10 mars 2000)	<i>Président</i> : M. Adrien Gouteyron, sénateur <i>Vice-président</i> : Jean Le Garrec, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Patrick Leroy - <i>Sénat</i> : M. James Bordas (30 mars 2000)
Projet de loi	modifiant le code pénal et le code de procédure pénale et relatif à la lutte contre la corruption (10 mars 2000)	<i>Président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Vice-président</i> : Mme Catherine Tasca, députée <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Jacky Darne - <i>Sénat</i> : M. José Balarello (22 mars 2000)
Projet de loi	renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (28 avril 2000)	<i>Président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Vice-président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : Mme Christine Lazerges - <i>Sénat</i> : M. Charles Jolibois (19 mai 2000)
Projet de loi	relatif à l'élection des sénateurs (28 avril 2000)	<i>Président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Marc Dolez - <i>Sénat</i> : M. Paul Girod (18 mai 2000)
Projet de loi	relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage (28 avril 2000)	<i>Président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : Mme Raymonde Le Texier - <i>Sénat</i> : M. Jean-Paul Delevoye (10 mai 2000)
Projet de loi organique	tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de La Nouvelle-Calédonie de l'assemblée de la Polynésie française et de l'Assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna (28 avril 2000)	<i>Président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Vice-président</i> : Mme Raymonde Le Texier, députée <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Bernard Roman - <i>Sénat</i> : M. Guy-Pierre Cabanel (10 mai 2000)
Projet de loi	portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (5 mai 2000)	<i>Président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : Mme Nicole Feidt - <i>Sénat</i> : M. Luc Dejoie (18 mai 2000)
Projet de loi	relatif au référé devant les juridictions administratives (17 mai 2000)	<i>Président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Vice-président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. François Colcombet

		- <i>Sénat</i> : M. René Garrec (8 juin 2000)
Projet de loi	relatif à la solidarité et au renouvellement urbains (24 mai 2000)	<i>Président</i> : M. Jean François-Poncet, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Jean Proriot, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Patrick Rimbart - <i>Sénat</i> : M. Louis Althapé (7 juin 2000)
Projet de loi	relatif à la chasse (27 mai 2000)	<i>Président</i> : M. Pierre Ducout, député <i>Vice-président</i> : M. Jean François-Poncet, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. François Patriat - <i>Sénat</i> : Mme Anne Heinis (30 mai 2000)
Proposition de loi	relative à la prestation compensatoire en matière de divorce (31 mai 2000)	<i>Président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Vice-président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Alain Vidalles - <i>Sénat</i> : M. Jean-Jacques Hyst (8 juin 2000)
Projet de loi	modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (6 juin 2000)	<i>Président</i> : M. Jean-Paul Durieux, député <i>Vice-président</i> : M. Adrien Gouteyron, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Didier Mathus - <i>Sénat</i> : M. Jean-Paul Hugot (6 juin 2000)
Projet de loi	de finances rectificative pour 2000 (10 juin 2000)	<i>Président</i> : M. Alain Lambert, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Henri Emmanuelli, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Didier Migaud - <i>Sénat</i> : M. Philippe Marini (14 juin 2000)
Proposition de loi	relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises (4 octobre 2000)	<i>Président</i> : M. Henri Emmanuelli, député <i>Vice-président</i> : M. Alain Lambert, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Jean Vila - <i>Sénat</i> : M. Joseph Ostermann (6 octobre 2000)
Projet de loi	d'orientation pour l'outre-mer (21 septembre 2000)	<i>Président</i> : M. Jacques Larché, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Jérôme Lambert - <i>Sénat</i> : M. José Balarello (4 octobre 2000)
Projet de loi	relatif à l'archéologie préventive (7 octobre 2000)	<i>Président</i> : M. Adrien Gouteyron, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Jean Le Garrec, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Marcel Rogemont - <i>Sénat</i> : M. Jacques Legendre (11 octobre 2000)
Projet de loi	relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat et portant modification du code de l'aviation civile (20 octobre 2000)	<i>Président</i> : M. Jean François-Poncet, sénateur <i>Vice-président</i> : Mme Odile Saugues, députée <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. André Capet - <i>Sénat</i> : M. François Gerbaud (26 octobre 2000)
Proposition de loi	relative à la contraception d'urgence (17 novembre 2000)	<i>Président</i> : M. Jean Le Garrec, député <i>Vice-président</i> : M. Jean Delaneau, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : Mme Hélène Mignon - <i>Sénat</i> : M. Lucien Neuwirth (21 novembre 2000)

Projet de loi	relatif aux nouvelles régulations économiques (17 novembre 2000)	<i>Président</i> : M. Henri Emmanuelli, député <i>Vice-président</i> : M. Alain Lambert, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Eric Besson - <i>Sénat</i> : M. Philippe Marini (14 décembre 2000)
Projet de loi	de financement de la sécurité sociale pour 2001 (18 novembre 2000)	<i>Président</i> : M. Jean Le Garrec, député <i>Vice-président</i> : M. Jean Delaneau, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Alfred Recours - <i>Sénat</i> : M. Charles Descours (21 novembre 2000)
Proposition de loi organique	destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française (29 novembre 2000)	<i>Président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Vice-président</i> : M. Charles Jolibois, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Jean-Yves Caullet - <i>Sénat</i> : M. Lucien Lanier (30 novembre 2000)
Projet de loi	relatif à l'épargne salariale, l'actionnariat salarié et l'épargne retraite (22 novembre 2000)	<i>Président</i> : M. Henri Emmanuelli, député <i>Vice-président</i> : M. Roland du Luart, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Jean-Pierre Balligand - <i>Sénat</i> : M. Joseph Ostermann (1 ^{er} décembre 2000)
Projet de loi	portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports (6 décembre 2000)	<i>Président</i> : M. André Lajoinie, député <i>Vice-président</i> : Mme Anne Heinis, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : Mme Odile Saugues - <i>Sénat</i> : M. Jean-François Legrand (7 décembre 2000)
Projet de loi	portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire (8 décembre 2000)	<i>Président</i> : M. Pierre Fauchon, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Jacques Floch - <i>Sénat</i> : M. Daniel Hoeffel (13 décembre 2000)
Projet de loi	relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale (8 décembre 2000)	<i>Président</i> : M. Pierre Fauchon, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Bernard Roman, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Jean-Yves Caullet - <i>Sénat</i> : M. Daniel Hoeffel (13 décembre 2000)
Projet de loi	de finances pour 2001 (13 décembre 2000)	<i>Président</i> : M. Henri Emmanuelli, député <i>Vice-président</i> : M. Alain Lambert, sénateur <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Didier Migaud - <i>Sénat</i> : M. Philippe Marini (14 décembre 2000)
Projet de loi	de finances rectificative pour 2000 (20 décembre 2000)	<i>Président</i> : M. Alain Lambert, sénateur <i>Vice-président</i> : M. Henri Emmanuelli, député <i>Rapporteurs</i> : - <i>Assemblée nationale</i> : M. Didier Migaud - <i>Sénat</i> : M. Philippe Marini (20 décembre 2000)

C. COMMISSIONS D'ENQUÊTE

1 - Commission d'enquête sur les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires en France

Bureau	
<i>Nomination le 22 février 2000 (JO Lois et décrets du 23 février 2000)</i>	
Président	M. Jean-Jacques Hyst
Vice-présidents	MM. José Balarello Claude Domeizel Dominique Leclerc
Secrétaires	MM. Robert Bret Jean-Patrick Courtois Mme Josette Durrieu
Rapporteur	M. Guy Cabanel

Membres	
<i>Nomination le 10 février 2000 (JO Lois et décrets du 11 février 2000)</i>	
MM. Robert Badinter Marcel-Pierre Cléach	MM. Jean Huchon René-Georges Laurin
Mme Dinah Derycke	Marcel Lesbros
MM. Jacques Donnay Michel Dreyfus-Schmidt Patrick Gélard Hubert Haenel	Georges Othily Michel Pelchat Jean-Jacques Robert.

Rapport de M. Guy Cabanel n° 449 (1999- 2000) (29 juin 2000)

2 - Commission d'enquête sur les conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage et les conséquences qui en résultent pour la santé des consommateurs

Bureau	
<i>Nomination le 23 novembre 2000 (JO Lois et décrets du 24 novembre 2000)</i>	
Président	M. Gérard Dériot
Vice-présidents	MM. Roland du Luart Jacques Bimbenet Bernard Dussaut
Secrétaire	M. Gérard Le Cam
Rapporteur	M. Jean Bizet

Membres	
<i>Nomination le 22 novembre 2000 (JO Lois et décrets du 23 novembre 2000)</i>	
MM. Jean Bernard Paul Blanc Bernard Cazeau Gérard César Yvon Collin Jean-Paul Émorine Bernard Fournier Georges Guillot	MM. Jean-François Humbert Serge Lepeltier François Marc Gérard Miquel Philippe Nogrix Jean-Marc Pastor Michel Souplet

VI. LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES)

Rapporteur général de la commission des finances : M. Philippe Marini

A - Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

I - BUDGETS CIVILS

a - Budget général

Affaires étrangères :	M. Jacques Chaumont
• Aide au développement :	M. Michel Charasse
Agriculture et pêche :	M. Joël Bourdin
Aménagement du territoire et environnement :	
I. - Aménagement du territoire :	M. Roger Besse
II. - Environnement :	M. Philippe Adnot
Anciens combattants :	M. Jacques Baudot
Charges communes :	M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra
Culture :	M. Yann Gaillard
Communication audiovisuelle :	M. Claude Belot
Presse :	M. Claude Belot
Economie, finances et industrie :	
Services financiers :	M. Bernard Angels
Industrie :	M. Jean Clouet
Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat :	M. René Ballayer
Commerce extérieur :	M. Marc Massion
Education nationale :	
I. - Enseignement scolaire :	M. Jean-Philippe Lachenaud
II. - Enseignement supérieur :	M. Jean-Philippe Lachenaud
Emploi et solidarité :	
I. - Emploi :	M. Joseph Ostermann
II. - Santé et solidarité :	M. Jacques Oudin
III. - Ville :	M. Alain Joyandet
Equiperment, transports et logement :	
I. - Services communs :	M. Jacques Pelletier
II. - Urbanisme et logement :	M. Jacques Pelletier
III. - Transports et sécurité routière :	
Transports :	M. Auguste Cazalet
Sécurité routière :	M. Gérard Miquel
Routes :	M. Gérard Miquel
Transport aérien et météorologie :	M. Yvon Collin
IV. - Mer :	
• Marine marchande :	M. Claude Lise
• Ports maritimes :	M. Marc Massion
V. - Tourisme :	Mme Marie-Claude Beaudeau
Fonction publique et réforme de l'Etat :	M. Gérard Braun
Intérieur et décentralisation :	
• Sécurité :	M. André Vallet
• Décentralisation :	M. Michel Mercier
Jeunesse et sports :	M. Michel Sergent
Justice :	M. Hubert Haenel
Outre-mer :	M. Henri Torre
Recherche :	M. René Tréguët
Services du Premier ministre :	
I. - Services généraux :	M. Roland du Luart

II. - Secrétariat général de la défense nationale : M. Michel Moreigne
III. - Conseil économique et social : M. Claude Lise
IV. - Plan : M. Claude Haut

b - Budgets annexes

• Aviation civile : M. Yvon Collin
• Journaux officiels : M. Thierry Foucaud
• Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Jean-Pierre Demerliat
• Monnaies et médailles : Mme Maryse Bergé-Lavigne
• Prestations sociales agricoles : M. Joël Bourdin

II. - DÉFENSE

• Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. Maurice Blin
• Dépenses ordinaires : M. François Trucy

III. - AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor : M. Paul Loridant

B. - Rapporteurs pour avis

1. - Commission des Affaires culturelles

Culture : M. Philippe Nachbar
Cinéma - Théâtre dramatique : M. Marcel Vidal
Environnement : M. Ambroise Dupont
Enseignement scolaire : M. Jean Bernadaux
Enseignement supérieur : M. Jacques Valade
Enseignement technique : Mme Hélène Luc
Enseignement agricole : M. Albert Vecten
Recherche scientifique et technique : M. Pierre Laffitte
Jeunesse et sports : M. James Bordas
Communication audiovisuelle : M. Jean-Paul Hugot
Presse écrite : M. Louis de Broissia
Relations culturelles, scientifiques et techniques : Mme Danièle Pourtaud
Francophonie : M. Jacques Legendre

2. - Commission des Affaires économiques et du Plan

Agriculture : M. Gérard César
Pêche : M. Alain Gérard
Développement rural : M. Henri Revol
Industries agricoles et alimentaires : M. Bernard Dussaut
Industrie : M. Francis Grignon
Energie : M. Jean Besson
Recherche : M. Jean-Marie Rausch
PME - Commerce et artisanat : M. Gérard Cornu
Consommation et concurrence : Mme Odette Terrade
Commerce extérieur : M. Michel Souplet
Aménagement du territoire : M. Jean Pépin
Plan : Mme Janine Bardou
Routes et voies navigables : M. Georges Gruillot
Logement : M. Jean-Pierre Plancade
Urbanisme : M. Jacques Bellanger
Tourisme : M. Charles Ginésy
Environnement : M. Jean Bizet
Transports terrestres : M. Georges Berchet
Aviation civile et transport aérien : M. Jean-François Le Grand
Mer : Mme Anne Heinis

Technologies de l'information et Poste : M. Pierre Hérisson
Outre-mer : M. Rodolphe Désiré
Ville : M. Gérard Larcher

3. - Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Affaires étrangères : M. André Dulait
Relations culturelles extérieures et francophonie : M. Guy Penne
Aide au développement : Mme Paulette Brisepierre
Défense - Nucléaire, espace et services communs : M. Jean Faure
Défense - Gendarmerie : M. Paul Masson
Défense - Forces terrestres : M. Serge Vinçon
Défense - Air : M. Jean-Claude Gaudin
Défense - Marine : M. André Boyer

4. - Commission des Affaires sociales

Solidarité : M. Jean Chérioux
Santé : M. Louis Boyer
Ville : M. Paul Blanc
Travail et emploi M. Louis Souvet
Formation professionnelle : Mme Annick Bocandé
Budget annexe des prestations sociales agricoles : M. Louis Boyer
Anciens combattants : M. Marcel Lesbros
Outre-mer (aspects sociaux) : M. Philippe Nogrux
Logement social : M. Jacques Bimbenet

5. - Commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale

Intérieur - Décentralisation : M. Daniel Hoeffel
Intérieur - Police et sécurité : M. Jean-Patrick Courtois
Intérieur- Sécurité civile : M. René-Georges Laurin
Justice- Services généraux : Mme Dinah Derycke
Justice - Administration pénitentiaire : M. Georges Othily
Justice - Protection judiciaire de la jeunesse : M. Patrice Gélard
Départements d'outre-mer : M. José Balarello
Territoires d'outre-mer : M. Jean-Jacques Hyst

VII. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES

A. DÉLÉGATION DU SÉNAT POUR L'UNION EUROPÉENNE

(Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à cette délégation</i>	<i>Deviennent membres de cette délégation</i>
23 mars 2000	M. René Tréguët	M. Xavier Darcos
26 octobre 2000	M. Simon Loueckhote	M. Serge Vinçon

<i>Bureau</i>	
<i>Président</i>	M. Hubert Haenel
<i>Vice-présidents</i>	Mme Danielle Bidard-Reydet MM. James Bordas Claude Estier Pierre Fauchon Lucien Lanier Aymeri de Montesquiou
<i>Secrétaires</i>	MM. Nicolas About Hubert Durand-Chastel Emmanuel Hamel

<i>Membres</i>	
MM. Bernard Angels Robert Badinter Denis Badré José Balarello Mme Marie-Claude Beaudeau MM. Jean Bizet Maurice Blin Xavier Darcos Robert Del Picchia Marcel Deneux Mme Marie-Madeleine Dieulangard MM. Jean-Paul Émin André Ferrand Jean-Pierre Fourcade	MM. Philippe François Yann Gaillard Daniel Hoeffel Serge Lagache Louis Le Pensec Paul Masson Jacques Oudin Mme Danièle Pourtaud MM. Simon Sutour Xavier de Villepin Serge Vinçon Henri Weber

B. DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE POUR LES PROBLÈMES DÉMOGRAPHIQUES

(Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979)

<i>Représentants du Sénat</i>	
Mme Maryse Bergé-Lavigne	M. Jean Chérioux
MM. Jacques Bimbenet Paul Blanc	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Mme Annick Bocandé	MM. Serge Franchis Francis Giraud
M. Jean-Claude Carle	Paul Vergès

C. - DÉLÉGATION DU SÉNAT POUR LA PLANIFICATION

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

<i>Modifications intervenues en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cessent d'appartenir à cette délégation</i>	<i>Deviennent membres de cette délégation</i>
4 mai 2000	<i>M. Roger Husson*</i> M. Pierre André devient secrétaire de cette délégation	M. Gérard Roujas
15 juin 2000		M. Alain Hethener
17 octobre 2000		

* *décédé*

<i>Bureau</i>		
<i>Président</i>	M.	Joël Bourdin
<i>Vice-présidents</i>	MM.	Serge Lepeltier Marcel Lesbros Georges Mouly Jean-Pierre Plancade
<i>Secrétaire</i>	M. Mme	Pierre André Odette Terrade

<i>Membres</i>			
Mme	Janine Bardou	MM	Daniel Percheron
MM.	Alain Hethener		Roger Rinchet
	Patrick Lassourd		Gérard Roujas
	Henri Le Breton		Alain Vasselle

D. DÉLÉGATION DU SÉNAT À L'AMÉNAGEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

(Loi n° 99-533 du 25 juin 1999)

<i>Bureau</i>		
<i>Président</i>	M.	Jean-Pierre Raffarin
<i>Vice-présidents</i>	MM.	Jean François-Poncet Claude Belot Gérard Larcher Jacques Bellanger
<i>Secrétaire</i>	M.	Gérard Le Cam

<i>Membres</i>			
Mme	Janine Bardou	MM.	Jacques Oudin
M.	Roger Besse		Jean-Claude Peyronnet
Mme	Yolande Boyer		Bernard Piras
MM.	François Gerbaud		Alain Vasselle
	Jean Huchon		

E. DÉLÉGATION DU SÉNAT AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

(Loi n° 99-585 du 12 juillet 1999)

<i>Modification intervenue en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cesse d'appartenir à cette délégation</i>	<i>Devient membre de cette délégation</i>
26 octobre 2000	Mme Nelly Olin	M. Alain Hethener

<i>Bureau</i>		
<i>Présidente</i>	Mme	Dinah Derycke
<i>Vice-présidents</i>	Mme	Paulette Brisepierre
	M.	Jean-Louis Lorrain
	Mme	Janine Bardou
	M.	Guy-Pierre Cabanel
	Mmes	Odette Terrade Danièle Pourtaud
<i>Secrétaires</i>	MM.	Lucien Neuwirth Jean-Guy Branger André Ferrand

<i>Membres</i>			
Mme	Maryse Bergé-Lavigne	M.	Alain Gournac
M.	Jean Bernadaux	Mme	Anne Heinis
Mme	Annick Bocandé	MM.	Alain Hethener
MM.	André Boyer		Alain Joyandet
	Marcel-Pierre Cléach	Serge Lagauche	
	Gérard Cornu	Serge Lepeltier	
	Xavier Darcos	Mme	Hélène Luc
	Claude Domeizel	MM.	Jacques Machet
	Michel Dreyfus-Schmidt		Philippe Nachbar
Mme	Josette Durrieu		Jean-François Picheral
MM.	Yann Gaillard	Mme	Gisèle Printz
	Patrice Gélard	MM.	Philippe Richert
	Francis Giraud		Alex Türk

F. OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

(Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983)

<i>Bureau</i>			
<i>(nomination le 18 octobre 2000 - JO Lois et décrets du 19 octobre 2000)</i>			
<i>Président</i>	M.	Henri Revol, sénateur	
<i>Premier vice-président</i>	M.	Jean-Yves Le Déaut, député	
<i>Vice-présidents</i>	MM.	Claude Birraux, Yves Cochet, Serge Poignant, députés	
		Pierre Laffitte, Gérard Miquel, René Trégouët, sénateurs	
<i>Membres nommés par le Sénat</i>			
<i>Titulaires</i>		<i>Suppléants (1)</i>	
MM.	Marcel Deneux	MM.	Claude Huriet
	Charles Descours		Jean Bizet
	Pierre Laffitte		Jean-Marie Rausch
	Gérard Miquel		Ivan Renar

Bernard Piras Henri Revol René Trégouët Jacques Valade	Claude Saunier Louis Boyer Paul Blanc Guy Lemaire
---	--

(1) le nom de chaque membre suppléant est placé en regard du nom du membre titulaire qu'il est chargé éventuellement de suppléer

G. OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DE LA LÉGISLATION

(Loi n° 96-516 du 14 juin 1996)

<i>Modification intervenue en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cesse d'appartenir à cet office</i>	<i>Devient membre de cet office</i>
4 mai 2000	M. Michel Duffour	M. Robert Bret

<i>Bureau</i>		
<i>Président de droit</i>	M.	Bernard Roman, député
<i>Vice-président de droit</i>	M.	Jacques Larché, sénateur
<i>Vice-présidents</i>	Mme	Michèle Alliot-Marie, député
	M.	Christophe Caresche, député
	Mme	Dinah Derycke, sénateur
	M.	Patrice Gélard, sénateur
<i>Secrétaire</i>	M.	François Sauvadet, député

<i>Membres nommés par le Sénat</i>		
<i>Membres de droit</i> <i>(représentants des commissions permanentes)</i>		<i>Membres désignés par les groupes</i>
MM.	Jacques Larché, Jacques Valade Dominique Braye Daniel Goulet	MM. Guy Allouche Robert Badinter Charles Jolibois Dominique Leclerc Jacques Mahéas Jean-Jacques Hyst
Mme	Annick Bocandé	Mme Dinah Derycke
MM.	Jacques Pelletier Patrice Gélard	M. Robert Bret

H. OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

(Loi n° 96-517 du 14 juin 1996)

<i>Modification intervenue en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cesse d'appartenir à cet office</i>	<i>Devient membre de cet office</i>
4 mai 2000		Mme Danièle Pourtaud

<i>Bureau</i>		
<i>Président de droit</i>	M.	Alain Lambert, sénateur
<i>Premier vice-président de droit</i>	M.	Augustin Bonrepaux, député
<i>Vice-présidents</i>	MM.	Guy Poirieux, N., sénateurs
		Laurent Dominati, Didier Migaud, députés
<i>Secrétaires</i>	MM.	Gérard Bapt, N., députés

	Pierre Fauchon, Serge Vinçon, sénateurs
--	--

<i>Membres nommés par le Sénat</i>	
<i>Membres de droit</i> <i>(représentants des commissions permanentes)</i>	<i>Membres désignés par les groupes</i>
MM. Alain Lambert Philippe Marini Guy Poirieux André Ferrand Serge Vinçon Charles Descours Jacques Oudin Pierre Fauchon	Mme Maryse Bergé-Lavigne MM. Jacques Bimbenet Michel Charasse Marcel Debarge Bernard Fournier Yves Fréville Paul Loridant Mme Danièle Pourtaud

VIII. HAUTE COUR DE JUSTICE ET COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE

A. HAUTE COUR DE JUSTICE

(Titre IX de la Constitution)

<i>Modification intervenue en cours d'année</i>		
<i>JO Lois et décrets</i>	<i>Cesse d'appartenir à cette Cour</i>	<i>Est élue juge titulaire de cette Cour</i>
17 mai 2000	M. Michel Duffour*	Mme Nicole Borvo

* nommé membre du Gouvernement

<i>Membres élus par le Sénat</i>			
<i>Juges titulaires</i>		<i>Juges suppléants</i>	
MM.	Patrice Gélard Pierre Jeambrun Hubert Haenel José Balarello Charles de Cuttoli André Diligent Jean-Louis Carrère Jean-Marie Poirier Jacques Larché	MM.	Jean Faure Roland Courteau Jean-Marc Pastor Lucien Lanier Luc Dejoie Hubert Falco
Mme	Nicole Borvo		
MM.	Michel Dreyfus-Schmidt Paul Masson		

B. COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE

(Art. 68-2 de la Constitution)

<i>Membres élus par le Sénat</i>			
<i>Juges titulaires</i>		<i>Juges suppléants (1)</i>	
MM.	Claude Saunier Michel Dreyfus-Schmidt Jean-Jacques Hyest Hubert Falco Luc Dejoie Paul Masson	M.	Marcel Charmant
		Mme	Josette Durrieu
		MM.	Jean-Marie Poirier José Balarello Patrice Gélard René-Georges Laurin

(1) Le nom de chaque membre suppléant est placé en regard du nom du membre titulaire qu'il est chargé éventuellement de suppléer

IX. COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES

(nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire,
en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat)

Bureau	
<i>Nommés le 11 octobre 2000 (JO Lois et décrets du 12 octobre 2000)</i>	
Président	M. Jacques Oudin
Vice-président	M. François Trucy
Secrétaire rapporteur	M. Marc Massion

Membres	
<i>Nommés le 11 octobre 2000 (JO Lois et décrets du 12 octobre 2000)</i>	
Mme Marie-Claude Beaudeau	MM. Yves Fréville
MM. Georges Berchet	Yann Gaillard
Michel Charasse	Rémi Herment
Luc Dejoie	

X. DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE (OSCE)

Bureau	
Président	M. Michel Voisin, député
Premier vice-président Vice-présidents	MM. Christian de La Malène, sénateur Hervé de Charette, Pierre Lellouche, députés James Bordas, Claude Estier, sénateurs

Membres nommés par le Sénat	
M. Guy-Pierre Cabanel	M. Denis Badré

XI. DÉLÉGATION DU SÉNAT À L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD

Composition pour la période 1998-2001:*

Présidente	Mme Paulette Brisepierre
-------------------	--------------------------

Titulaires	Suppléants
MM. Jean-Guy Branger Jacques Chaumont Jean-Pierre Demerliat Roland du Luart André Rouvière André Vallet	MM. Jean-Luc Bécart André Boyer Michel Caldaguès Daniel Goulet Jacques Legendre Philippe Madrelle Michel Pelchat Jean-Marie Poirier Gérard Roujas

	Xavier de Villepin
--	--------------------

* la composition de cette délégation n'est pas publiée aux JO Lois et décrets

XII. DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ET À L'ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (UEO)

Bureau		
Présidente	Mme	Josette Durrieu, sénateur
Premier vice-président	M.	Bernard Schreiner, député
Vice-présidents	MM.	Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur Georges Lemoine, député Claude Evin, député Marcel Debarge, sénateur Jean-François Mattei, député
Secrétaire général	M.	Daniel Hoeffel, sénateur
Secrétaire général adjoint	Mme	Yvette Roudy, députée

Représentants du Sénat			
Titulaires		Suppléants	
MM.	Nicolas About Jean-François Le Grand Lucien Neuwirth	MM.	James Bordas Jean-Guy Branger Jacques Legendre Daniel Goulet Danièle Pourtaud
		Mme	

XIII. SECTION FRANÇAISE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)

Bureau			
Président de droit	M.	Raymond Forni, député	
Président délégué	M.	Louis Mexandeau, député	
Vice-président délégué	M.	Guy Penne, sénateur	
Premier vice-président	M.	Xavier de Villepin, sénateur	
Vice-présidents	Mme	Christine Boutin, députée	
	MM.	Jacques Brunhes, député Jacques Godfrain, député	
	Mme	Odette Trupin, députée	
Trésorier	M.	Jean Delaneau, sénateur	
Trésorier adjoint	M.	Xavier Darcos, sénateur	
Secrétaire général	M.	Lucien Neuwirth, sénateur	
Secrétaire général adjoint	M.	Georges Sarre, député	
Secrétaires	MM.	M. Jean-Michel Ferrand, député Jean-Pierre Foucher, député	
	Mme	Nicole Feidt, députée	
	MM.	Denis Badré, sénateur Guy-Pierre Cabanel, sénateur Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur Ivan Renar, sénateur	
Membres nommés par le Sénat			
MM.	Michel Bécot Joël Bourdin	MM.	Adrien Gouteyron Simon Loueckhote
Mme	Monique Cerisier-ben Guiga	Mme	Danièle Pourtaud
MM.	Charles de Cuttoli Hubert Falco	M.	Victor Reux

M. Jacques Legendre, sénateur, membre de droit, est *secrétaire général parlementaire* de l'Assemblée parlementaire de la francophonie.

XIV. MISSIONS D'INFORMATION

<i>Objet</i>	<i>Demande</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Lieu et date de la mission</i>	<i>Rapport</i>
<i>Finances, Lois, Affaires culturelles, Affaires économiques et Affaires sociales</i>				
Bilan de la décentralisation	10 décembre 1998 (p. 6236)	17 décembre 1998 (p. 6556)		n° 166 (1999-2000) (18 janvier 2000) (p. 76) n° 447 (1999-2000) (28 juin 2000) (p. 4550)
<i>Les six commissions</i>				
Questions liées à la marée noire provoquée par le naufrage du navire Erika	24 février 2000 (p. 969)	2 mars 2000 (p. 1113)		n° 441 (1999-2000) (27 juin 2000) (p. 4481)
<i>Affaires économiques, Finances, Affaires étrangères et Affaires sociales</i>				
Questions liées à l'expatriation des compétences, des capitaux et des entreprises	15 mars 2000 (p. 1399)	5 avril 2000 (p. 1867)		
<i>Affaires culturelles</i>				
Fonctionnement de la Bibliothèque nationale de France	13 décembre 1999 (p. 7532)	15 décembre 1999 (p. 7644)		n° 451 (1999-2000) (29 juin 2000) (p. 4601)
Relations culturelles et techniques entre la France et le Liban , la Syrie et la Jordanie	17 juin 1999 (p. 4069)	23 juin 1999 (p. 4301)	Liban, Syrie, Jordanie 19-29 septembre 2000	n° 52 (2000-2001) (25 octobre 2000) (p. 5541)
<i>Affaires économiques</i>				
Évolution de la situation économique au Brésil et en Argentine	17 juin 1999 (p. 4070)	23 juin 1999 (p. 4301)	Brésil et Argentine 19-28 septembre 1999	n° 233 (1999-2000) (23 février 2000) (p. 937)
Situation des économies de la Malaisie et de Singapour	8 décembre 2000 (p. 7530)	13 décembre 2000 (p. 7784)	Malaisie et Singapour	
<i>Affaires étrangères</i>				
Évolution de la situation politique et économique de l'Iran	13 décembre 1999 (p. 7532)	15 décembre 1999 (p. 7644)	Iran 14-21 avril 2000	n° 457 (1999-2000) (3 juillet 2000)
Évolution de la situation en Ouzbékistan et au Kazakhstan	9 décembre 2000 (p. 7530)	13 décembre 2000 (p. 7784)	Ouzbékistan et Kazakhstan	

<i>Affaires sociales</i>				
Situation sanitaire et sociale en Guyane	17 juin 1999 (p. 4070)	23 juin 1999 (p. 4301)	Guyane 23-30 juillet 1999	n° 246 (1999-2000) (1 ^{er} mars 2000) (p. 1086)
Organisation des systèmes de soins et évolution des dépenses de santé en Espagne	17 juin 1999 (p. 4070)	23 juin 1999 (p. 4301)	Espagne 13-18 septembre 1999	n° 247 (1999-2000) (1 ^{er} mars 2000) (p. 1086)
Étude des réformes des systèmes de retraite en Suède et en Italie	16 mai 2000 (p. 2714)	30 mai 2000 (p. 3326)	Suède et Italie 5-13 septembre 2000	
Politique de lutte contre le cancer	19 décembre 2000 (p. 8036)			
<i>Lois</i>				
Préparation du futur projet de loi d'orientation pour l' outre-mer	17 juin 1999 (p. 4070)	23 juin 1999 (p. 4301)	Martinique, Guadeloupe, Guyane : 12-23 septembre 1999 La Réunion : 12-15 janvier 2000	n° 366 (1999-2000) (30 mai 2000) (p. 3418)
Système politique, judiciaire et administratif du Maroc	15 juin 2000 (p. 4066)	22 juin 2000 (p. 4243)	Maroc	

XV. ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Organismes	Modifications (JO Lois et décrets)	Représentants Titulaires/Suppléants
AFFAIRES ÉTRANGÈRES		
Conseil d'administration de l'Agence pour l' enseignement français à l'étranger		M. Paul d'Ornano
Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l' enseignement français à l'étranger		Mme Paulette Brisepierre M. Xavier de Villepin
Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger		M. Paul d'Ornano
Commission nationale pour l' éducation, la science et la culture (UNESCO)		MM. Xavier Darcos Daniel Goulet
Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement comité directeur du fonds d'aide et de coopération)	Nomination des membres (19 décembre 2000)	Mme Paulette Brisepierre M. Michel Charasse
AGRICULTURE		
Section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles		MM. Joël Bourdin <i>Roger Lagorsse</i>
Comité de contrôle du fonds forestier national		M. Jacques-Richard Delong
Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers		MM. Philippe François <i>Jean-Paul Emin</i>
Conseil national de la montagne	Nomination de MM. André Jourdain et Pierre Hérisson (10 février 2000)	MM. Jean-Pierre Bel André Jourdain Pierre Hérisson Mme Janine Bardou
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE		
Conseil national de l' aménagement et du développement du territoire	Nomination des membres (27 octobre 2000)	MM. Jean François-Poncet Gérard Larcher Claude Belot René Garrec Mme Yolande Boyer
ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE		
Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre		M. Marcel Lesbros
Commission d'étude sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord		MM. Jacques Baudot Auguste Cazalet Marcel-Pierre Cléach Marcel Lesbros Roger Lagorsse

Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension	Nomination de M. Francis Giraud (30 juin 2000)	MM. Auguste Cazalet Marcel-Pierre Cléach Marcel Lesbros Bernard Joly Francis Giraud Mmes Nicole Borvo Gisèle Printz <i>MM. Emmanuel Hamel Jean-Pierre Fourcade Rémi Herment Jacques Bimbenet Guy Fischer Gérard Roujas Robert Del Picchia</i>
COLLECTIVITÉS LOCALES		
Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) dans les communes rurales		MM. Joël Bourdin Louis Moinard
Comité des finances locales		MM. Jacques Oudin Christian Bonnet <i>Michel Mercier Yves Fréville</i>
Conseil national des services publics départementaux et communaux		MM. Jean-François Humbert Jean-Claude Peyronnet René-Georges Laurin André Bohl
COMMUNICATION		
Conseil d'administration de la société France 2	Nomination (6 octobre 2000)	M. Philippe Nachbar
Conseil d'administration de la société France 3	Nomination (6 octobre 2000)	M. André Diligent
Conseil d'administration de l' Institut national de l'audiovisuel		M. Daniel Eckenspieller
Conseil d'administration de la société Radio-France		M. Michel Dreyfus-Schmidt
Conseil d'administration de la société Radio-France internationale		M. Jean-Paul Hugot
Conseil d'administration de la société France Télévision	Nomination (6 octobre 2000)	M. Jean-Paul Hugot
Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer		M. Philippe Richert
Conseil d'administration de la société La Cinquième (anciennement Télévision du Savoir)	Nomination (6 octobre 2000)	M. Pierre Laffitte
Comité d'orientation des programmes de la société nationale de programme La Cinquième	Nomination de M. Ivan Renar (14 décembre 2000)	MM. Jean-Léonce Dupont Ivan Renar
CULTURE ET ÉDUCATION		
Conseil d'administration du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou	Nomination des membres (17 novembre 2000)	MM. Yann Gaillard Marcel Vidal
Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie	Nomination (22 juin 2000)	M. Pierre André
Conseil national de l'enseignement		MM. Jacques Valade

supérieur et de la recherche		<i>Jean-Philippe Lachenaud</i>
Conseil national des fondations		M. Fernand Demilly
Conseil national de l' enseignement supérieur privé		MM. Jean-Philippe Lachenaud <i>Jacques Legendre</i>
Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur		MM. Pierre Martin <i>Jean Bernadaux</i> <i>Mme Hélène Luc</i>
Conseil d'administration de la Fondation du patrimoine		M. Jean-Paul Hugot
Haut conseil de l' évaluation de l'école	Nomination (17 novembre 2000)	M. Jean-Claude Carle
DÉFENSE		
Comité des prix de revient des fabrications d' armement		M. François Trucy
Conseil d'administration de l' Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)	Nomination (13 septembre 2000)	M. Denis Badré
Commission consultative du secret de la défense nationale		M. Paul Masson
Commission nationale pour l' élimination des mines antipersonnel		Mme Marie-Claude Beaudou M. Daniel Goulet
Conseil supérieur de la réserve militaire (décret n° 2000-890 du 13 septembre 2000)	Nomination des membres (8 novembre 2000)	MM. Bertrand Auban Serge Vinçon <i>Michel Caldaguès</i> <i>André Rouvière</i>
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER		
Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM)		MM. Roland du Luart Simon Loueckhote <i>Jacques Bimbenet</i> <i>Michel Charasse</i>
Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM)		MM. Edmond Lauret Roland du Luart Rodolphe Désiré
Comité directeur du fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM)		MM. Edmond Lauret Georges Othily Mme Lucette Michaux-Chevry
ÉCONOMIE ET FINANCES		
Conseil national des assurances		M. Joseph Ostermann
Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations		M. Alain Lambert
Conférence économique annuelle		MM. Philippe Marini Alain Lambert
Conseil supérieur de la coopération		MM. Jean-Paul Émorine Roger Lagorsse
Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics		MM. Gérard Braun Jacques Oudin <i>Alain Joyandet</i> <i>Mme Maryse Bergé-Lavigne</i>
Conseil national du crédit		MM. Paul Loridant Jean-Philippe Lachenaud
Commission supérieure du crédit maritime mutuel		MM. Alain Gérard Josselin de Rohan Mme Anne Heinis

Commission centrale de classement des débits de tabac	Nomination (27 octobre 2000)	M. Auguste Cazalet
Comité national de l' euro		MM. Philippe Marini Alain Lambert
Commission du suivi du mémoire d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie		MM. Yann Gaillard <i>Jacques Chaumont</i>
Conseil national de l' information statistique		MM. Hilaire Flandre <i>Bernard Joly</i>
Haut conseil du secteur public		MM. Alain Gournac Maurice Blin Yves Fréville Philippe Adnot
Conseil de surveillance de l'Agence française de développement		MM. Jacques Chaumont <i>Michel Charasse</i>
Conseil d'administration de l' établissement public de financement et de restructuration		M. Jean-Philippe Lachenaud
Conseil d'administration de l' établissement public de réalisation de défaisance		M. Henri Torre
ÉNERGIE		
Commission consultative pour la production de carburants de substitution		MM. Philippe François Rémi Herment
Conseil supérieur de l' électricité et du gaz		MM. Dominique Braye Henri Revol
Conseil d'administration de l'agence de l' environnement et de la maîtrise de l'énergie		M. Michel Souplet
Comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures		M. Henri Revol
Conseil supérieur de la sûreté et de l' information nucléaires		M. Henri Revol
Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure		MM. Georges Berchet Rémi Herment
ENVIRONNEMENT, LOGEMENT, URBANISME		
Conseil national du bruit	Nominations (10 février 2000, 7 décembre 2000)	M. Paul Blanc <i>Mme Nelly Olin</i>
Conseil d'administration du conservatoire de l' espace littoral et des rivages lacustres		MM. Raymond Courrière Ambroise Dupont <i>Jean-Paul Amoudry</i> <i>Marcel Vidal</i>
Conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux	Nomination (6 avril 2000)	M. Gérard Cornu
Conseil national de l' habitat	Nomination des membres (16 mars 2000)	MM. Louis Moinard <i>Marcel-Pierre Cléach</i>
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages		MM. Jean Bizet Jean-Léonce Dupont Bernard Joly Jean-François Picheral
Commission nationale du débat public		M. Jean-François Le Grand

Comité national de l' initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR)	Nomination des membres (15 novembre 2000)	MM. Jean Bernadaux Rodolphe Désiré André Ferrand Lucien Lanier
INTÉRIEUR, LIBERTÉS PUBLIQUES		
Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)		M. Jean-Paul Amoudry <i>Mme Gisèle Printz</i>
Commission nationale consultative des droits de l'homme		M. Jean Delaneau
Commission nationale consultative des gens du voyage		MM. Jean-Paul Delevoye José Balarello
Commission nationale de l' informatique et des libertés	Nomination de M. André Bohl (24 février 2000)	MM. Alex Türk André Bohl
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité		M. Pierre Fauchon
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux		M. André Vallet
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence		MM. Daniel Eskenspieller Roger Hesling <i>Ivan Renar</i> <i>Guy Poirieux</i>
Commission nationale de déontologie de la sécurité	Nomination (30 juin 2000)	M. Jean-Pierre Schosteck
JEUNESSE, SPORTS, TOURISME, VIE ASSOCIATIVE		
Haut comité du loisir social , de l'éducation populaire et des activités de pleine nature		M. Adrien Gouteyron
Comité de l'éthique du loto sportif		MM. Jean Delaneau <i>James Bordas</i>
Commission nationale du sport de haut niveau		MM. Michel Sergent James Bordas
Conseil national du tourisme		MM. Charles Ginésy Xavier Pintat Claude Belot Jean Besson Mme Marie-Claude Beaudeau <i>MM. Marcel Bony</i> <i>Jacques Chaumont</i> <i>Aymeri de Montesquiou</i> <i>Pierre Hérisson</i> <i>Mme Lucette Michaux-Chevry</i>
JUSTICE, LÉGISLATION GÉNÉRALE		
Conseil supérieur de l' administration pénitentiaire		MM. Hubert Haenel Charles de Cuttoli Guy-Pierre Cabanel
Conseil supérieur de l' adoption		M. Michel Rufin
Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice		M. Robert Badinter

Commission supérieure de codification		MM. Patrice Gélard <i>Henri de Richemont</i>
Conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation de Fresnes		M. Guy-Pierre Cabanel <i>Mme Marie-Madeleine Dieulangard</i>
Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République		M. Jacques Larché
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS		
Commission supérieure du service public des postes et télécommunications		MM. Gérard Delfau Pierre Hérisson René Trégoüet François Trucy Gérard Larcher Pierre Laffitte Jean-Marie Rausch
SANTÉ		
Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine		Mme Anne Heinis M. Marcel Lesbros
Comité national de l' organisation sanitaire et sociale		MM. Jean-Pierre Fourcade <i>Serge Franchis</i>
Conseil d'administration du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingt		M. Jean-Pierre Cantegrit
Conseil d'administration de l'hôpital national de Saint-Maurice		M. Lucien Lanier
Comité consultatif national d' éthique pour les sciences de la vie et de la santé	Nomination (30 mars 2000)	M. Claude Huriet
Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (sida)		M. Jean-Louis Lorrain
Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées (COLITRAH)		M. Pierre André
Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées		MM. Lucien Neuwirth <i>Roland Huguet</i>
Comité de liaison pour l' accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC)	Nomination (16 mars 2000)	M. Pierre André
SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL		
Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail		M. Guy Fischer
Commission des comptes de la sécurité sociale		MM. Louis Boyer Charles Descours Jacques Oudin Michel Mercier
Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés		MM. Louis Boyer Jacques Oudin François Autain
Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés		MM. Alain Vasselle Michel Mercier Jacques Bimbenet
Conseil de surveillance de la caisse nationale des allocations familiales		MM. Claude Huriet Jean Chérioux Mme Marie-Madeleine Dieulangard

Conseil de surveillance de l' Agence centrale des organismes de sécurité sociale		MM. Charles Descours François Trucy Paul Loridant
Conseil supérieur de la mutualité		M. André Jourdain
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles		MM. Louis Boyer Joël Bourdin <i>Roger Lagorsse</i> <i>Jacques Machet</i>
Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale		MM. Charles Descours Jacques Oudin
Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger		M. Jean-Pierre Cantegrit
Comité national des retraités et des personnes âgées		M. Alain Vasselle <i>Mme Marie-Madeleine Dieulangard</i>
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Nomination de <i>M. Alain Gournac</i> (4 février 2000)	MM. Bernard Seillier <i>Alain Gournac</i>
Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés		MM. Paul Blanc Roland Huguet
Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse	Nomination des membres (23 mars 2000)	MM. Alain Vasselle Charles Descours
Conseil supérieur de la participation		M. Jean Chérioux Mme Annick Bocandé
Commission nationale des comptes de la formation professionnelle		Mmes Marie-Madeleine Dieulangard Annick Bocandé
Conseil pour la transparence des statistiques de l' assurance maladie		M. Jean Delaneau
Conseil de surveillance du fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie	Nomination des membres (2 mars 2000)	MM. Charles Descours Claude Huriet Marc Massion
Conseil d'orientation des retraites	Nomination des membres (8 juin 2000)	MM. Joël Bourdin Claude Domeizel Alain Vasselle
TRANSPORTS		
Conseil d'administration de l'établissement public « Autoroutes de France »		M. Roland du Luart
Conseil supérieur de l' aviation marchande	Nomination de <i>M. Jean-Pierre Plancade</i> (27 octobre 2000)	MM. François Gerbaud <i>Jean-Pierre Plancade</i>
Conseil national des transports	Nomination de <i>M. Jacques Bellanger</i> (27 octobre 2000)	MM. Bernard Joly François Gerbaud <i>Jacques Bellanger</i> <i>Georges Gruillot</i>
Comité de gestion du fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables		MM. Jean François-Poncet Philippe Marini
Comité de gestion du fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : dessertes aériennes		MM. François Gerbaud Yvon Collin
Comité de gestion du fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : plates-formes aéroportuaires		MM. Yvon Collin Jean François-Poncet
Conseil supérieur du service public ferroviaire		MM. Jacques Bellanger François Gerbaud Hubert Haenel

XVI. GOUVERNEMENT

Gouvernement Lionel JOSPIN

(Nommé le 4 juin 1997)

(J.O. du 5 juin 1997, du 25 novembre 1997, du 17 février 1998, du 31 mars 1998, du 21 octobre 1998, du 18 novembre 1998, du 24 mars 1999, du 8 juillet 1999, du 29 juillet 1999, du 3 novembre 1999, du 4 janvier 2000, du 27, 28 mars 2000, du 30 août 2000 et du 19 octobre 2000)

1. - Modifications intervenues entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2000 :

- Décret du 3 janvier 2000 (JO Lois et décrets du 4 janvier 2000)

Mme Florence Parly **est nommée secrétaire d'Etat** au budget, déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

- Décret du 27 mars 2000 (JO Lois et décrets du 28 mars 2000)

Il est mis fin aux fonctions :

- de M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie ;
- sur sa demande, de M. Christian Sautter, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ;
- de Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication ;
- de M. Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

Sont nommés ministres :

- M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ;
- M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale ;
- Mme Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication ;
- M. Michel Sapin, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat ;
- M. Roger-Gérard Schwartzberg, ministre de la recherche.

Sont nommés ministres délégués :

- Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille et à l'enfance, auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité ;
- M. Jean-Luc Mélenchon, ministre délégué à l'enseignement professionnel, auprès du ministre de l'éducation nationale.

Sont nommés secrétaires d'Etat :

- Mme Dominique Gillot, secrétaire d'Etat à la santé et aux handicapés, déléguée auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité ;
- Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation, déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ;
- M. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle, délégué auprès de la ministre de la culture et de la communication ;
- M. Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, délégué auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité.

- Décret du 29 août 2000 (JO Lois et décrets du 30 août 2000)

Il est mis fin aux fonctions, sur sa demande, de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur.

Sont nommés ministres :

- M. Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur ;
- M. Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement.

Est nommé secrétaire d'Etat :

- M. Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, délégué auprès du ministre de l'intérieur.

- *Décret du 18 octobre 2000 (JO Lois et décrets du 19 octobre 2000)*

Il est mis fin aux fonctions, sur sa demande, de Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité.

Sont nommées ministres :

- Mme Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité ;
- Mme Marylise Lebranchu, garde des sceaux, ministre de la justice.

Est nommé secrétaire d'Etat :

- M. François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation ; délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

2. - Attributions des ministres et secrétaires d'Etat nommés en cours d'année

- *Décret n° 2000-53 du 21 janvier 2000* relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat au budget (JO Lois et décrets du 22 janvier 2000).

- *Décret n° 2000-298 du 6 avril 2000* relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale (JO Lois et décrets du 7 avril 2000).

- *Décret n° 2000-300 du 6 avril 2000* relatif aux attributions du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat (JO Lois et décrets du 7 avril 2000).

- *Décret n° 2000-301 du 6 avril 2000* relatif aux attributions du ministre de la recherche (JO Lois et décrets du 7 avril 2000).

- *Décret n° 2000-303 du 7 avril 2000* relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat au commerce extérieur (JO Lois et décrets du 8 avril 2000).

- *Décret n° 2000-304 du 7 avril 2000* relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat au budget (JO Lois et décrets du 8 avril 2000).

- *Décret n° 2000-305 du 7 avril 2000* relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation (JO Lois et décrets du 8 avril 2000).

- *Décret n° 2000-306 du 7 avril 2000* relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat à l'industrie (JO Lois et décrets du 8 avril 2000).

- *Décret n° 2000-307 du 7 avril 2000* relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat à la santé et aux handicapés (JO Lois et décrets du 8 avril 2000).

- *Décret n° 2000-308 du 7 avril 2000* relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat à l'économie solidaire (JO Lois et décrets du 8 avril 2000).

- *Décret n° 2000-309 du 7 avril 2000* relatif aux attributions déléguées à la ministre déléguée à la famille et à l'enfance (JO Lois et décrets du 8 avril 2000).

- *Décret n° 2000-310 du 7 avril 2000* relatif aux attributions déléguées au ministre délégué à l'enseignement professionnel (JO Lois et décrets du 8 avril 2000).

- *Décret n° 2000-317 du 7 avril 2000* relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle (JO Lois et décrets du 8 avril 2000).

- *Décret n° 2000-845 du 1er septembre 2000* relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat à l'outre-mer (JO Lois et décrets du 2 septembre 2000).

- *Décret n° 2000-1077 du 7 novembre 2000* relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation (JO Lois et décrets du 8 novembre 2000).

3. - Composition au 31 décembre 2000

Premier ministre	M. Lionel Jospin
Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	M. Laurent Fabius
Ministre de l'emploi et de la solidarité	Mme Elisabeth Guigou
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Mme Marylise Lebranchu
Ministre de l'intérieur	M. Daniel Vaillant
Ministre de l'éducation nationale	M. Jack Lang
Ministre des affaires étrangères	M. Hubert Védrine
Ministre de la défense	M. Alain Richard
Ministre de l'équipement, des transports et du logement	M. Jean-Claude Gayssot
Ministre de la culture et de la communication	Mme Catherine Tasca
Ministre de l'agriculture et de la pêche	M. Jean Glavany
Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement	Mme Dominique Voynet
Ministre des relations avec le Parlement	M. Jean-Jack Queyranne
Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat	M. Michel Sapin
Ministre de la jeunesse et des sports	Mme Marie-George Buffet
Ministre de la recherche	M. Roger-Gérard Schwartzberg
Ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes	M. Pierre Moscovici
Ministre déléguée à la famille et à l'enfance, auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité	Mme Ségolène Royal
Ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères	M. Charles Josselin
Ministre délégué à la ville, auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité	M. Claude Bartolone
Ministre délégué à l'enseignement professionnel, auprès du ministre de l'éducation nationale	M. Jean-Luc Mélenchon
Secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministre de l'intérieur	M. Christian Paul
Secrétaire d'Etat à la santé et aux handicapés, auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité	Mme Dominique Gillot
Secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement	M. Louis Besson
Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	M. François Huwart

Secrétaire d'Etat au budget , <i>auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie</i>	Mme Florence Parly
Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat et à la consommation , <i>auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie</i>	M. François Patriat
Secrétaire d'Etat à l'industrie , <i>auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie</i>	M. Christian Pierret
Secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants , <i>auprès du ministre de la défense</i>	M. Jean-Pierre Masseret
Secrétaire d'Etat au tourisme , <i>auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement</i>	Mme Michelle Demessine
Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle , <i>auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité</i>	Mme Nicole Pery
Secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle , <i>auprès de la ministre de la culture et de la communication</i>	M. Michel Duffour
Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire , <i>auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité</i>	M. Guy Hascoët

XVII. TEXTES

A. INSCRITS À L'ORDRE DU JOUR DU SÉNAT EN 2000

(avec indication de la *date de première inscription* à l'ordre du jour et de la *rubrique de classement* dans la table thématique)

<i>Session parlementaire unique 1999-2000</i>		
18 janvier 2000	Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	Audiovisuel
25 janvier 2000	Projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité (1 ^{ère} lecture 5 octobre 1999)	Energie
26 janvier 2000	Proposition de loi relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)	Emploi
	Proposition de loi relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane	Patrimoine
27 janvier 2000	Proposition de loi tendant à préciser la définition des délits non intentionnels	Procédure pénale
1^{er} février 2000	Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports	Transports
2 février 2000	Projet de loi relatif à l'accueil des gens du voyage	Gens du voyage
3 février 2000	Projet de loi portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité	Sécurité civile
5 février 2000	Proposition présentée en application de l'article 73 bis du Règlement sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à certains aspects juridiques du commerce électronique dans le marché intérieur (n° E-1210)	Union européenne
8 février 2000	Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires (1 ^{ère} lecture le 15 juin 1999)	Parlement
	Projet de loi portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relatif à la signature électronique	Droit civil
	Projet de loi modifiant le code pénal et le code de procédure pénale et relatif à la lutte contre la corruption (1 ^{ère} lecture le 10 novembre 1999)	Code pénal
9 février 2000	Projet de loi autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité de l'Union européenne, relatif au champ d'application du blanchiment de revenus dans la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes et à l'inclusion du numéro d'immatriculation du moyen de transport dans la convention	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes	Traités et conventions

	Projet de loi autorisant la ratification du protocole, établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à l'assistance mutuelle et à la coopération entre les administrations douanières (ensemble une annexe)	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part	Traités et conventions
	Projet de loi relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national (1 ^{ère} lecture 13 octobre 1999)	Service national
	Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière (ensemble une déclaration), signé à Berne le 11 mai 1998	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention du 15 juillet 1982 portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT) telle qu'elle résulte des amendements adoptés à Cardiff le 20 mai 1999	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la convention internationale de 1989 sur l'assistance, faite à Londres le 28 avril 1989	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention internationale d'assistance mutuelle administrative en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières (ensemble 11 annexes)	Traités et conventions
10 février 2000	Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation des établissements pénitentiaires en France	Administration pénitentiaire
	Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de détention dans les maisons d'arrêt	Administration pénitentiaire

	Proposition de loi tendant à permettre la dévolution directe de tous les biens vacants et sans maître à la commune en lieu et place de l'Etat	Collectivités territoriales
	Proposition de loi tendant à favoriser la création et le développement des entreprises sur les territoires	Aménagement du territoire
22 février 2000	Projet de loi relatif au référé devant les juridictions administratives (1 ^{ère} lecture le 14 décembre 1999)	Juridictions administratives
23 février 2000	Proposition de loi instituant un Médiateur des enfants (1 ^{ère} lecture le 9 novembre 1999)	Enfants
	Proposition de loi visant à améliorer la détection d'enfants maltraités	Enfance (protection)
	Projet de loi portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (1 ^{ère} lecture le 10 juin 1999)	Vente aux enchères
24 février 2000	Proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises	Entreprises
29 février 2000	Projet de loi organique tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna	Elections
1^{er} mars 2000	Projet de loi tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives	Elections
	Projet de loi organique limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives (1 ^{ère} lecture le 27 octobre 1998)	Elections
	Projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives (1 ^{ère} lecture le 27 octobre 1998)	Elections
7 mars 2000	Projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives	Sports
9 mars 2000	Proposition de loi portant diverses mesures fiscales tendant au développement du marché de l'art et à la protection du patrimoine national	Arts et spectacles
	Proposition de loi organique tendant à accorder temporairement aux communes la libre gestion des fonds disponibles provenant de la vente de bois chablis après les tempêtes du mois de décembre 1999	Bois
15 mars 2000	Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs (1 ^{ère} lecture le 23 juin 1999)	Elections sénatoriales
16 mars 2000	Projet de loi organique modifiant le nombre de sénateurs	Elections sénatoriales
21 mars 2000	Projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (1 ^{ère} lecture le 10 mars 1999)	Administration (relations avec le public)
	Projet de loi relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile	Transports
22 mars 2000	Projet de loi autorisant la ratification de la Convention portant statut de la Cour pénale internationale	Traités et conventions
23 mars 2000	Projet de loi organisant une consultation de la population de Mayotte	Référendums
	Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité	Droits de l'homme
28 mars 2000	Projet de loi relatif à l'archéologie préventive	Patrimoine

29 mars 2000	Projet de loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (1 ^{ère} lecture le 15 juin 1999)	Justice
4 avril 2000	Proposition de loi relative à la validation législative d'un examen professionnel d'accès au grade de premier surveillant des services extérieurs de l'administration pénitentiaire	Fonctionnaires et agents publics
5 avril 2000	Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du code civil relatives à la prestation compensatoire en cas de divorce (1 ^{ère} lecture le 10 février 1998)	Divorce
6 avril 2000	Proposition de loi tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer	Environnement
26 avril 2000	Projet de loi relatif à la solidarité et au renouvellement urbains	Urbanisme
11 mai 2000	Proposition de loi tendant à réformer les conditions d'exercice des compétences locales et les procédures applicables devant les chambres régionales des comptes	Juridictions administratives
23 mai 2000	Projet de loi relatif à la chasse	Chasse
25 mai 2000	Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation des amendements au protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation des amendements au protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation du protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (ensemble trois annexes adoptées à Monaco le 24 novembre 1996)	Traités et conventions
	Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne	Gouvernement (déclarations)
6 juin 2000	Projet de loi portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs	Euro
	Déclaration du Gouvernement d'orientation budgétaire	Gouvernement (déclarations)
7 juin 2000	Projet de loi de finances rectificative pour 2000	Lois de finances rectificatives
13 juin 2000	Projet de loi d'orientation pour l'outre-mer	Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)
15 juin 2000	Proposition de loi instituant un congé et une allocation favorisant l'exercice de la solidarité familiale en cas de maladie d'un enfant ou de fin de vie d'un proche	Famille
	Proposition de loi portant sur l'organisation d'audiences publiques lors de la réalisation de grandes infrastructures	Environnement
	Proposition de loi tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine	Collectivités territoriales

21 juin 2000	Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants entre la République française et la République socialiste du Viêt-nam	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République socialiste du Viêt-nam	Traités et conventions
26 juin 2000	Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1998	Lois de règlement
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)	Traités et conventions
28 juin 2000	Proposition de loi instaurant une Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France	Cérémonies et fêtes légales
	Projet de loi relatif à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées	Ordre public
	Proposition de loi relative à la prolongation du mandat et à la date de renouvellement des conseils d'administration des services d'incendie et de secours	Collectivités territoriales
	Proposition de loi visant à généraliser l'interdiction des candidatures multiples aux élections cantonales (1 ^{ère} lecture le 23 novembre 1999)	Elections cantonales
	Projet de loi autorisant l'approbation du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ensemble deux annexes)	Traités et conventions
29 juin 2000	Projet de loi constitutionnelle relatif à la durée du mandat du Président de la République	Constitution

Session parlementaire unique 2000-2001

2 octobre 2000	Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Femmes
4 octobre 2000	Proposition de loi tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale	Environnement
5 octobre 2000	Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural	Animaux

17 octobre 2000	Projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques	Politique économique
19 octobre 2000	Projet de loi relatif à la solidarité et au renouvellement urbains	Urbanisme
24 octobre 2000	Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (protocole I) (ensemble deux annexes)	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification des amendements à la Constitution de l'Organisation internationale pour les migrations	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du travail	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à l'entente entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Ghana sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements	Traités et conventions
26 octobre 2000	Proposition de loi constitutionnelle relative à la libre administration des collectivités territoriales et à ses implications fiscales et financières	Collectivités territoriales
31 octobre 2000	Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel	Elections présidentielles
	Proposition de loi sur la contraception d'urgence	Santé
7 novembre 2000	Proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915	Droits de l'homme
	Projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en oeuvre certaines dispositions du droit communautaire	Union européenne
9 novembre 2000	Projet de loi sur l'épargne salariale	Epargne
14 novembre 2000	Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001	Sécurité sociale
21 novembre 2000	Proposition de loi tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales	Collectivités territoriales
	Proposition de loi tendant à harmoniser l'article 626 du code de procédure pénale avec les nouveaux articles 149 et suivants du même code	Procédure pénale

22 novembre 2000	Proposition de loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française	Polynésie française
	Projet de loi organique modifiant les règles applicables à la carrière des magistrats	Magistrature
	Projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale	Fonction publique
23 novembre 2000	Projet de loi de finances pour 2001	Lois de finances
13 décembre 2000	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification de la convention de sécurité sociale entre la République française et la République du Chili	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble deux annexes)	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'extradition entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble un procès-verbal d'accord sur la représentation)	Traités et conventions
14 décembre 2000	Proposition de loi instituant un droit d'accès aux communes où sont organisées des manifestations culturelles sur la voie publique	Communes
	Proposition de loi permettant de faire face aux pénuries de main-d'oeuvre et de lever les obstacles à la poursuite de la croissance économique	Emploi
19 décembre 2000	Projet de loi de finances rectificative pour 2000	Lois de finances rectificatives

B. TEXTES DÉPOSÉS EN 2000, MAIS NON INSCRITS À L'ORDRE DU JOUR DU SÉNAT

(avec indication de la **date de dépôt** et de la **rubrique de classement** dans la table thématique).

23 décembre 1999	Proposition de loi relative à la mise à disposition des fonctionnaires	Fonctionnaires et agents publics
24 décembre 1999	Proposition de loi relative à la validation législative d'un examen professionnel d'accès au grade de premier surveillant	Fonctionnaires et agents publics
30 décembre 1999	Proposition de loi portant sur certaines mesures de prévention des risques de pollutions maritimes par les hydrocarbures	Environnement
14 janvier 2000	Proposition de loi relative à l'amélioration de la connaissance et de l'aménagement du sous-sol	Aménagement du territoire
18 janvier 2000	Proposition de loi visant à introduire dans la formation des futurs usagers de la route l'apprentissage de la conduite à tenir en cas d'accident de la route	Sécurité routière
25 janvier 2000	Proposition de loi relative à l'obligation de la forme authentique pour la cession de droits sociaux de sociétés civiles à prépondérance immobilière	Sociétés
	Proposition de loi visant à instaurer un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les prestations juridiques et judiciaires dispensées aux particuliers par les avocats	Professions judiciaires et juridiques
	Proposition de loi tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants	Commerce et artisanat

2 février 2000	Proposition de loi tendant à la réunification de la Normandie	Collectivités territoriales
9 février 2000	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay	Traités et conventions
10 février 2000	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 404/93 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane (n° E-1353)	Union européenne
11 février 2000	Proposition de loi tendant à renforcer la responsabilité pénale des personnes qui exercent l'autorité parentale sur un mineur délinquant	Famille
17 février 2000	Proposition de loi tendant à instituer une mesure fiscale en faveur de la prévention contre les incendies en milieu forestier	Forêts (incendies)
	Proposition de loi organique proposant des mesures exceptionnelles pour les communes forestières à la suite de la tempête de décembre 1999	Forêts
23 février 2000	Proposition de loi relative à la diminution des prélèvements opérés par l'Etat sur les cotisations d'impôts locaux	Finances locales
	Proposition de loi relative aux ex-fonctionnaires d'Afrique du Nord, anciens combattants et rapatriés	Rapatriés
	Proposition de loi tendant à préciser le caractère facultatif de l'inscription au registre du commerce et des sociétés pour les entreprises de pêche maritime	Pêche
	Projet de loi modifiant la répartition des sièges de sénateurs	Elections sénatoriales
2 mars 2000	Proposition de loi relative à l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives dans les élections professionnelles	Femmes
8 mars 2000	Proposition de loi visant à instituer un service universel bancaire	Banques et établissements financiers
16 mars 2000	Proposition de loi constitutionnelle relative au contrôle de constitutionnalité des lois	Constitution
21 mars 2000	Proposition de loi tendant à sanctionner les propos à caractère discriminatoire	Droits de l'homme
	Proposition de loi relative à la révision du Plan d'Occupation des Sols d'une commune membre d'une communauté urbaine	Collectivités territoriales
22 mars 2000	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, la fortune, les successions et les donations	Traités et conventions
28 mars 2000	Proposition de loi relative à l'adoption internationale	Famille
4 avril 2000	Projet de loi portant diverses dispositions statutaires relatives aux magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes et modifiant le code des juridictions financières	Magistrature
6 avril 2000	Proposition de loi tendant à instituer une journée nationale du souvenir des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combattants du Maroc et de Tunisie	Anciens combattants et prisonniers de guerre
7 avril 2000	Proposition de loi tendant à élargir les modalités d'accès à l'aide juridique	Justice

	Proposition de loi visant à exonérer de TVA les équipements et matériels de lutte contre l'incendie	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
8 avril 2000	Proposition de loi tendant à préciser les modalités des interventions économiques des collectivités locales	Collectivités territoriales
25 avril 2000	Proposition de loi portant création du Revenu Minimum d'Activité	Emploi
26 avril 2000	Proposition de loi tendant à rendre inéligible de façon définitive tout élu ayant manqué à son devoir de probité	Elections
3 mai 2000	Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements	Traités et conventions
4 mai 2000	Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidents étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales	Elections municipales
11 mai 2000	Proposition de loi relative à l'attribution de la nationalité française aux ressortissants des ex-Territoires d'Outre-mer ayant combattu dans une unité de l'armée française	Anciens combattants et prisonniers de guerre
16 mai 2000	Proposition de loi tendant à créer une journée nationale pour l'instauration d'un moratoire universel sur les exécutions capitales en vue de leur abolition totale dans le monde	Droits de l'Homme
	Proposition de loi portant réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu pour réparer les dommages causés par les intempéries aux parcs et jardins, aux vergers et aux paysages français	Impôts et taxes
17 mai 2000	Projet de loi relatif aux activités de sécurité privées et à la sécurité interne de certains services publics	Ordre public
25 mai 2000	Proposition de loi tendant à généraliser l'aménagement du temps scolaire dans les écoles primaires	Enseignement primaire
	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative au droit au regroupement familial (n° E-1396)	Union européenne
30 mai 2000	Proposition de loi modifiant la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'Agence France-Presse	Presse
31 mai 2000	Proposition de loi constitutionnelle tendant à la mise en place d'une VIème République	Constitution
	Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble deux annexes)	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'extradition entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble un procès-verbal d'accord sur la représentation)	Traités et conventions
	Proposition de loi visant à instituer un service universel bancaire	Banques et établissements financiers
6 juin 2000	Proposition de loi tendant à assurer la sincérité des listes électorales	Elections
7 juin 2000	Proposition de loi tendant à assurer le maintien de la proportionnalité des indemnités de tous les élus municipaux.	Collectivités territoriales
	Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire	Traités et conventions

	Projet de loi autorisant la ratification de la convention de sécurité sociale entre la République française et la République du Chili	Traités et conventions
8 juin 2000	Proposition de loi portant sur la vérification des listes électorales	Elections
	Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la langue des signes	Handicapés
14 juin 2000	Proposition de loi modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires	Environnement
	Proposition de loi tendant à appliquer le taux réduit de TVA au chocolat, à la confiserie et à la margarine	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
20 juin 2000	Proposition de loi tendant à faciliter l'accès à la nationalité française	Nationalité
	Proposition de loi visant à instaurer une procédure simplifiée permettant aux collectivités territoriales d'entreprendre des travaux d'urgence en cas d'intempéries graves	Risques naturels
21 juin 2000	Proposition de loi organique tendant à fixer à six ans la durée du mandat de sénateur	Mandats électoraux
22 juin 2000	Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire	Ordre public
26 juin 2000	Proposition de loi organique tendant à fixer la durée du mandat sénatorial à six ans	Mandats électoraux
27 juin 2000	Proposition de loi organique relative à la durée du mandat de sénateur	Elections sénatoriales
	Proposition de loi tendant à la prise en compte, pour l'honorariat des maires, maires délégués et maires adjoints, des mandats accomplis dans différentes communes	Communes
28 juin 2000	Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination	Traités et conventions
29 juin 2000	Proposition de loi visant à permettre au consommateur d'identifier clairement le chocolat pur beurre de cacao	Consommation
	Proposition de loi tendant à revaloriser les indemnités des adjoints au maire, des conseillers municipaux, des présidents et vice-présidents d'un établissement public de coopération intercommunale	Communes
30 juin 2000	Proposition de loi tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales	Collectivités territoriales
5 juillet 2000	Proposition de loi tendant à créer une charte pour les produits alimentaires sensibles	Consommation
	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2000-387 du 4 mai 2000 relative à la partie législative du code de justice administrative	Justice
13 juillet 2000	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2000-548 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de la santé publique, prise en application de la loi n° 99-1071 du 16 décembre 1999 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes	Santé publique

	Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 2000-28 du 13 janvier 2000, n° 2000-29 du 13 janvier 2000, n° 2000-99 du 3 février 2000, n° 2000-189 du 2 mars 2000, n° 2000-190 du 2 mars 2000, n° 2000-285 du 30 mars 2000 et n° 2000-351 du 19 avril 2000, prises en application de la loi n° 99-899 du 25 octobre 1999 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer et de certaines dispositions de l'ordonnance n° 2000-548 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de la santé publique	Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)
	Proposition de loi tendant à supprimer la redevance pour droit d'usage	Impôts et taxes
	Proposition de loi organique tendant à réduire la durée des mandats parlementaires	Parlement
	Proposition de loi organique tendant à fixer la durée du mandat des sénateurs à six ans	Parlement
17 juillet 2000	Proposition de loi portant diverses mesures relatives à la nature des risques pris par les sapeurs-pompiers dans l'exercice de leur fonction	Travail
19 juillet 2000	Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 2000-218 du 8 mars 2000, n° 2000-219 du 8 mars 2000, n° 2000-350 du 19 avril 2000, n° 2000-370 du 26 avril 2000, n° 2000-371 du 26 avril 2000, n° 2000-372 du 26 avril 2000, n° 2000-373 du 26 avril 2000 et n° 2000-374 du 26 avril 2000, prises en application de la loi n° 99-899 du 25 octobre 1999 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer	Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)
	Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 2000-347 du 19 avril 2000, n° 2000-27 du 13 janvier 2000, n° 2000-352 du 19 avril 2000, prises en application de la loi n° 99-899 du 25 octobre 1999 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer	Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)
	Proposition de loi organique relative à la durée du mandat de sénateur	Parlement
27 juillet 2000	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2000/549 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de l'éducation	Enseignement
	Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2000/550 du 15 juin 2000 relative aux parties législatives des livres VII (dispositions sociales) et IX (santé publique vétérinaire et protection des végétaux) et à la mise à jour des parties législatives des livres Ier (aménagement et équipement de l'espace rural), III (exploitation agricole) et VI (production et marchés) du code rural	Agriculture
1^{er} août 2000	Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel	Elections présidentielles
12 septembre 2000	Proposition de loi tendant à harmoniser l'article 626 du code de procédure pénale avec les nouveaux articles 149 et suivants du même code	Procédure pénale
20 septembre 2000	Proposition de loi tendant à compléter l'article 203 du Code civil	Code civil
21 septembre 2000	Proposition de loi instituant un droit d'accès aux communes où sont organisées des manifestations culturelles sur la voie publique	Communes

26 septembre 2000	Proposition de loi constitutionnelle relative à la participation électorale lors des consultations référendaires	Référendums
27 septembre 2000	Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part (ensemble sept annexes, quatre protocoles, un acte final, douze déclarations communes et un échange de lettres)	Traités et conventions
2 octobre 2000	Proposition de loi tendant à permettre au consommateur de reconnaître le chocolat ne contenant pas de matière grasse végétale de substitution au beurre de cacao	Consommation
4 octobre 2000	Proposition de loi organique tendant à harmoniser les conditions d'éligibilité aux mandats électoraux et aux fonctions électives	Elections
	Proposition de loi tendant à harmoniser les conditions d'éligibilité aux mandats électoraux et aux fonctions électives	Elections
10 octobre 2000	Proposition de loi organique relative à la durée du mandat de sénateur	Elections sénatoriales
	Proposition de loi tendant à compléter le code électoral sur la prise en considération du vote blanc	Elections
11 octobre 2000	Projet de loi autorisant l'approbation du protocole, relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées, à la convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (ensemble trois annexes)	Traités et conventions
12 octobre 2000	Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1999	Lois de règlement
	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur le Livre Blanc sur la sécurité alimentaire (n° E-1405)	Union européenne
17 octobre 2000	Proposition de loi relative à l'abaissement du taux de TVA dans le secteur de la restauration traditionnelle	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
	Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc	Elections
19 octobre 2000	Proposition de loi organique visant à modifier l'article L.O. 121 du Code électoral en vue de la concomitance de l'élection présidentielle et des élections législatives	Elections
	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les Etats membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil (n° E-1511)	Union européenne
	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement du Conseil portant création du dispositif de réaction rapide (n° E-1465)	Union européenne
25 octobre 2000	Proposition de loi modifiant l'article 102 ter du code général des impôts concernant le régime spécial déclaratif des bénéfices non commerciaux pour les entreprises dont les recettes n'excèdent pas 175 000 F	Impôts et taxes
	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur les propositions de la République fédérale d'Allemagne, d'une part, et du Portugal, de la France, de la Suède et de la Belgique, d'autre part, relative à la création d'Eurojust (n° E-1479 et E-1509)	Union européenne

	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la directive du Parlement européen et du Conseil concernant les dispositions relatives à l'heure d'été (n° E-1568)	Union européenne
	Proposition de loi modifiant la loi n° 77-080 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion	Sondages et enquêtes
	Proposition de loi portant modification de l'article L. 52-1 du code électoral	Elections
	Proposition de loi relative au statut de l'élu	Elus locaux
31 octobre 2000	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	Traités et conventions
7 novembre 2000	Proposition de loi relative à la dé cristallisation de la retraite du combattant des anciens combattants de l'ex-Union française	Anciens combattants et prisonniers de guerre
8 novembre 2000	Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes, entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'interprétation de la convention relative au service militaire des doubles nationaux du 16 novembre 1995	Traités et conventions
	Proposition de loi organique tendant à l'instauration d'un âge maximal d'éligibilité aux élections des députés et des sénateurs	Elections
	Proposition de loi tendant à l'instauration d'un âge maximal d'éligibilité aux élections	Elections
14 novembre 2000	Proposition de loi constitutionnelle tendant à faciliter la transposition des directives en droit interne, par leur inscription automatique à l'ordre du jour du Parlement	Parlement
16 novembre 2000	Proposition de loi tendant à l'imposition des actifs financiers au titre de la taxe professionnelle	Impôts et taxes
	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation des marchés dans le secteur du sucre (n° E-1585)	Union européenne
23 novembre 2000	Proposition de loi visant à créer une indemnité de retour à l'emploi pour les élus locaux	Elus locaux
	Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 19 juin 1980	Traités et conventions
	Projet de loi autorisant l'approbation du protocole portant amendement à la convention européenne sur la télévision transfrontière	Traités et conventions
	Proposition de loi relative aux compétences du maire de Paris	Police
	Proposition de loi relative à l'entreprise nationale La Poste	Poste et télécommunications
24 novembre 2000	Proposition de loi tendant à renforcer la protection des biens mobiliers dont la conservation présente un intérêt historique ou artistique	Patrimoine
	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la communication de la Commission sur les services d'intérêt général en Europe (n° E-1560)	Union européenne

29 novembre 2000	Proposition de loi constitutionnelle portant suppression de la Cour de Justice de la République	Cour de justice de la République
	Proposition de loi organique déterminant les conditions d'application de l'article 68-2 de la Constitution	Justice
	Proposition de loi relative aux conditions de détention dans les établissements pénitentiaires et au contrôle général des prisons	Prisons
2 décembre 2000	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement du Conseil sur le brevet communautaire (n° E-1539)	Union européenne
5 décembre 2000	Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception	Santé
6 décembre 2000	Proposition de loi relative à l'assistance maritime et à la protection de l'environnement	Environnement
	Projet de loi autorisant l'approbation du protocole à l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques en date du 26 novembre 1996	Traités et conventions
11 décembre 2000	Proposition de loi reconnaissant aux orphelins de toutes les victimes de persécutions mortes en déportation le droit à réparation	Anciens combattants et prisonniers de guerre
12 décembre 2000	Proposition de loi tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans	Solidarité
	Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence des services postaux de la Communauté (n° E-1520)	Union européenne
13 décembre 2000	Proposition de loi organique modifiant l'article L.O. 274 du code électoral et la loi organique n° 85-189 du 10 juillet 1985 relative à l'élection des députés et des sénateurs dans les territoires d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie	Elections
	Proposition de loi modifiant le tableau n° 5 annexé au titre premier, articles L. O. 276 et suivants du code électoral, concernant la répartition des sièges de sénateurs entre les séries et le tableau n° 6 annexé au titre deuxième, articles L. 279 et suivants du code électoral, concernant le nombre de sénateurs représentant les départements	Elections sénatoriales
14 décembre 2000	Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux fonctions électives locales	Elus locaux
18 décembre 2000	Proposition de loi visant à permettre, en cas de mutation professionnelle ou familiale, de déduire le loyer de relogement du revenu tiré de la résidence principale	Logement et habitat
19 décembre 2000	Proposition de loi tendant à instaurer une prescription trentenaire pour l'action publique en matière de crime	Procédure pénale
20 décembre 2000	Proposition de loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale	Elections législatives
21 décembre 2000	Proposition de loi relative à la protection et à la conservation des documents de l'État	Archives
	Proposition de loi relative au harcèlement moral au travail	Travail
	Proposition de loi portant réforme de diverses dispositions relatives à l'autorité parentale	Famille

15 septembre 1999	Proposition de loi tendant à instituer une mesure fiscale en faveur de la prévention contre les incendies en milieu forestier (retirée le 16 mars 2000)	Impôts et taxes
1^{er} août 2000	Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (retiré le 2 octobre 2000)	Constitution

C. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTIONS EUROPÉENNES DEVENUES RÉSOLUTIONS DU SÉNAT EN 2000

(avec indication de la **date de dépôt** à laquelle elles sont devenues résolutions du Sénat et de la **rubrique de classement** dans la table thématique)

5 février 2000	Résolution adoptée par la commission des lois, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à certains aspects juridiques du commerce électronique dans le marché intérieur (n° E-1210)	Union européenne
22 mai 2000	Résolution adoptée par la commission des affaires étrangères, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de Règlement du Conseil modifiant le règlement n° 1488/96 du 23 juillet 1996 sur les mesures financières et techniques accompagnant la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen (MEDA) (n° E-1331)	Union européenne
14 décembre 2000	Résolution adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 97-67-CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence des services postaux de la Communauté (n° E-1520)	Union européenne

XVIII. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

N° 2000-426 DC du 30 mars 2000 (JO Lois et décrets du 6 avril 2000) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi relative à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice** :

- 1) l'article 3 ;
- 2) le cinquième alinéa du I de l'article 7 ;
- 3) le quatrième alinéa de l'article 14 ;
- 4) le quatrième alinéa de l'article 16 ;
- 5) l'article 20 ;
- 6) au sixième alinéa de l'article 25 :
 - avant les mots : "du gouvernement de la Polynésie française", les mots : "ou membre" ;
 - les mots : "président ou membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, " ;
- 7) le huitième alinéa de l'article 25 ;
- 8) au cinquième alinéa de l'article 27 :
 - les mots : "président ou membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie," ;
 - avant les mots : "du gouvernement de la Polynésie française", les mots : "ou membre" ;
 - les mots : "président d'une assemblée de province, " ;
- 9) le septième alinéa de l'article 27 ;
- 10) le septième alinéa du II et le septième alinéa du III de l'article 28 ;
- 11) le cinquième alinéa du I de l'article 31.

Lettres de saisine de députés le 9 mars 2000 et de sénateurs le 14 mars 2000.

N° 2000-427 DC du 30 mars 2000 (JO Lois et décrets du 6 avril 2000) qui déclare la **loi organique relative aux incompatibilités entre mandats électoraux** conforme à la Constitution - Saisine du Premier ministre, le 9 mars 2000, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

N° 2000-428 DC du 4 mai 2000 (JO Lois et décrets du 10 mai 2000) qui déclare le second alinéa de l'article 1^{er} de la **loi organisant une consultation de la population de Mayotte** contraire à la Constitution - Lettre de saisine de députés le 6 avril 2000.

N° 2000-429 DC du 30 mai 2000 (JO Lois et décrets du 7 juin 2000) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives** :

- 1) l'article 1^{er} ;
- 2) l'article 4 ;
- 3) l'article 9 ;
- 4) à l'article 10, les mots : "1^{er} et" ;
- 5) l'avant-dernier alinéa de l'article 15 et, au dernier alinéa du même article, les mots : "sur l'utilisation des crédits issus de cette diminution et" ;
- 6) les articles 18, 19 et 20.

Lettres de saisine de sénateurs les 5 mai et 17 mai 2000.

N° 2000-430 DC du 29 juin 2000 (JO Lois et décrets du 5 juillet 2000) qui déclare la **loi organique tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna**, conforme à la Constitution - Saisine du Premier ministre le 22 juin 2000 conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

N° 2000-431 DC du 6 juillet 2000 (JO Lois et décrets du 11 juillet 2000) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions des deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 2 et celles du I de l'article 23 de la **loi relative à l'élection des sénateurs** - Lettre de saisine de sénateurs le 26 juin 2000.

N° 2000-432 DC du 12 juillet 2000 (JO Lois et décrets du 14 juillet 2000) qui déclare conforme à la Constitution le I de l'article 11 de la **loi de finances rectificative pour 2000** - Lettre de saisine de sénateurs le 29 juin 2000.

N° 2000-433 DC du 27 juillet 2000 (JO Lois et décrets du 2 août 2000) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** :

- à l'article 1^{er}, l'alinéa ainsi libellé : "- ou si, ayant été saisies par un tiers estimant que le contenu qu'elles hébergent est illicite ou lui cause un préjudice, elles n'ont pas procédé aux diligences appropriées" ;
- au vingt-quatrième alinéa de l'article 8, les mots : "assortie de la publication des auditions et débats du Conseil qui s'y rapportent" ;
- au dix-neuvième alinéa de l'article 15, les mots : "au compte d'emploi de la redevance audiovisuelle" ;
- le VI de l'article 71 ;
- le 1 du II de l'article 72.

Lettre de saisine de députés le 30 juin 2000.

N° 2000-434 DC du 20 juillet 2000 (JO Lois et décrets du 27 juillet 2000) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi relative à la chasse** :

- au quatrième alinéa du III de l'article 2, les mots : ", y compris en dehors de la période de chasse et sur un territoire sur lequel ce conducteur ne dispose pas du droit de chasse. Le conducteur est autorisé à achever l'animal qu'il a retrouvé blessé à la suite de sa recherche" ;
- l'article 3 ;
- le XI de l'article 14 ;
- le XIII de l'article 17 ;
- au sixième alinéa de l'article 24, les mots : "ou à défaut une autre période hebdomadaire de 24 heures comprise entre 6 heures et 6 heures, fixée au regard des circonstances locales, par l'autorité administrative après avis du conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage".

Lettre de saisine de députés le 5 juillet 2000.

N° 2000-435 DC du 7 décembre 2000 (JO Lois et décrets du 14 décembre 2000) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi d'orientation pour l'outre-mer** :

- 1) le troisième alinéa de l'article 1^{er} ;
- 2) au deuxième alinéa du II de l'article 3, les mots : "soit d'un report de trois mois pour le paiement des arriérés de cotisations et contributions visées ci-dessus pour ceux qui ne sont pas à jour de paiement de leur rôle d'équipage, soit ", ainsi que les mots : ", pour ceux qui sont à jour de leur paiement de rôle d'équipage" ;
- 3) à l'article 9, les mots : ", à l'appui de la loi de finances, " ;
- 4) l'article 14 ;
- 5) les deuxième et troisième phrases de l'article 19 ;
- 6) l'article 24 ;
- 7) aux premiers alinéas des articles L.3441-5 et L. 4433-4-4 du code général des collectivités territoriales introduits dans ce code par les articles 42 et 43, les mots : "et à leur signature" ;
- 8) le troisième alinéa de l'article L. 3444-2 du code général des collectivités territoriales introduit dans ce code par l'article 44 ;
- 9) le troisième alinéa de l'article L. 5915-3 du code général des collectivités territoriales introduit dans ce code par l'article 62 ;
- 10) l'article 69.

Lettres de saisine de députés et de sénateurs le 16 novembre 2000.

N° 2000-436 DC du 7 décembre 2000 (JO Lois et décrets du 14 décembre 2000) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains** :

- à l'article 4, le huitième alinéa (3^o) de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme ;
- à l'article 55, l'article L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation à l'exception de ses deux premières phrases ainsi que l'article L. 302-9-1 du même code ;
- les 1^o et 2^o de l'article 70 ;
- à l'article 145, l'article L. 411-5 du code de la construction et de l'habitation ;
- les articles 205 et 206.

Lettres de saisine de sénateurs le 23 novembre 2000 et de députés le 24 novembre 2000.

N° 2000-437 DC du 19 décembre 2000 (JO Lois et décrets du 24 décembre 2000) qui déclare contraires à la Constitution les articles 2, 3, 4, 7, 24, 29, 39, 45 et 46 de la **loi de financement de la sécurité sociale pour 2001** - Lettres de saisine de députés et de sénateurs le 7 décembre 2000.

N° 2000-438 DC du 10 janvier 2001 (JO Lois et décrets du 16 janvier 2001) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'assemblée de la Polynésie française** - Saisine du Premier ministre, le 15 décembre 2000, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

N° 2000-439 DC du 16 janvier 2001 (JO Lois et décrets du 18 janvier 2001) qui déclare conformes à la Constitution les articles 1^{er} à 9 de la **loi relative à l'archéologie préventive** - Lettre de saisine de députés le 21 décembre 2000.

N° 2000-440 DC du 10 janvier 2001 (JO Lois et décrets du 17 janvier 2001) qui déclare conforme à la Constitution l'article 4 de la **loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports** - Lettre de saisine de sénateurs le 21 décembre 2000.

N° 2000-441 DC du 28 décembre 2000 (JO Lois et décrets du 31 décembre 2000) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **deuxième loi de finances rectificative pour 2000** :

- l'article 3 ;
- les I, II et III de l'article 37 ;
- la deuxième phrase du deuxième alinéa et les deux derniers alinéas de l'article 48 ;
- l'article 64.

Lettres de saisine de députés le 21 décembre 2000 et de sénateurs le 22 décembre 2000.

N° 2000-442 DC du 28 décembre 2000 (JO Lois et décrets du 31 décembre 2000) qui déclare contraires à la Constitution les articles 70, 85 et 86 de la **loi de finances pour 2001** - Lettre de saisine de sénateurs le 21 décembre 2000.

XIX. PÉTITIONS

(Articles 87 à 89 *bis* du Règlement)

N° 70-171 du 22 février 2000 - Mme Cournand et autres pétitionnaires demandent la création d'emplois au sein de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (feuilleton n° 58 du 24 février 2000).

N° 70-172 du 25 février 2000 - Mme la Présidente des contribuables associés et autres pétitionnaires demandent officiellement la saisine de la Cour de discipline budgétaire et financière à la suite de la publication du rapport de la Cour des comptes (feuilleton n° 59 du 29 février 2000).

N° 70-173 du 29 février 2000 - M. Michel Delpyroux et autres pétitionnaires demandent l'adoption d'une loi qui obligerait les banques à prendre leurs responsabilités afin de ne plus lier la délivrance d'un prêt au principe de la caution solidaire (feuilleton n° 61 du 2 mars 2000).

N° 70-174 du 4 avril 2000 - M. et Mme Jacques Grandrémy et autres pétitionnaires demandent que la proposition de loi sur l'appel en cour d'assises soit amendée pour qu'elle s'étende aux quelques cas qui auront montré leur volonté, régulièrement et légalement, d'obtenir un autre procès, ainsi qu'à ceux ayant un recours en révision introduit auprès de la Cour de cassation au moment du vote définitif de la loi (feuilleton n° 73 du 4 avril 2000).

N° 70-175 du 4 avril 2000 - Mme Mireille Lambert et autres pétitionnaires demandent que dans la proposition de loi réformant la loi du 11 juillet 1975 relative à la prestation compensatoire, soit supprimée la transmissibilité de la dette au décès du débirentier (feuilleton n° 73 du 4 avril 2000).

N° 70-176 du 4 avril 2000 - M. Jean Seignabou et autres pétitionnaires demandent que la rédaction actuelle du projet de loi relatif à la chasse soit modifiée (feuilleton n° 73 du 4 avril 2000).

N° 70-177 du 5 mai 2000 - Mme Liliane Waltman et autres pétitionnaires demandent la modification de l'article 146 du code de la famille et de l'aide sociale (feuilleton n° 83 du 10 mai 2000).

N° 70-178 du 16 mai 2000 - M. Yves Bechetoille et autres pétitionnaires déposent une pétition en faveur des populations rurales du Burundi (feuilleton n° 86 du 17 mai 2000).

N° 70-179 du 16 mai 2000 - L'association "Enfants de Mayotte" et autres pétitionnaires demandent la participation des mahorais de France au référendum sur Mayotte (feuilleton n° 86 du 17 mai 2000).

N° 70-180 du 31 mai 2000 - Mme Jeannine Pichavant et autres pétitionnaires demandent aux pouvoirs publics de mettre en place les réformes nécessaires pour que tous les étrangers, ressortissant de l'Union européenne ou non, puissent voter et être éligibles aux élections municipales de 2001 (feuilleton n° 94 du 5 juin 2000).

N° 70-181 du 21 juin 2000 - Mme Edith Mézière et autres pétitionnaires demandent aux pouvoirs publics de ne pas voter la proposition de loi n° 2000-345 de Mme Catherine Picard, députée, tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire (feuilleton n° 103 du 22 juin 2000).

N° 70-182 du 27 juin 2000 - Mme Jacqueline Harlay et autres pétitionnaires demandent la prise de mesures énergiques, pour plus de prévention, plus de dissuasion et plus de sévérité dans les sanctions en matière de sécurité routière (feuilleton n° 1 du 2 octobre 2000).

N° 70-183 du 27 juin 2000 - M. Jean-Emile Schmitt et autres pétitionnaires demandent que cesse la discrimination frappant 2 % des produits alimentaires parmi lesquels ceux de la confiserie et de la chocolaterie - alors que quasiment tous les autres produits alimentaires - 98 % - bénéficient du taux de 5,5 % (feuilleton n° 1 du 2 octobre 2000).

N° 70-184 du 27 juin 2000 - Docteur Hugues Splingard et autres pétitionnaires demandent que les médecins qui ont moins de cinq salariés soient soumis au régime de droit commun de la taxe professionnelle et que soit supprimé le régime d'exception qui leur est applicable (feuilleton n° 1 du 2 octobre 2000).

N° 70-185 du 14 novembre 2000 - M. Ismaïl Esen et autres pétitionnaires demandent que le Sénat n'inscrive pas à l'ordre du jour la proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 (feuilleton n° 20 du 16 novembre 2000).

N° 70-186 du 14 novembre 2000 - M. Fatma Sahin et autres pétitionnaires demandent que le Sénat n'inscrive pas à l'ordre du jour la proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 (feuilleton n° 20 du 16 novembre 2000).